



RÉPUBLIQUE DU TCHAD

UNITÉ TRAVAIL PROGRÈS

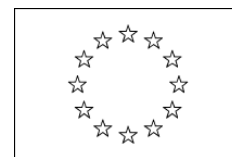
PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

PRIMATURE

MINISTÈRE DES FINANCES & DE L'INFORMATIQUE
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE & DU PLAN

Appui et Conseil Technique & Institutionnel
à l'Ordonnateur National (ACTION-FED)

Appui au Suivi de la SNRP
& à la Coordination des Aides Extérieures



COMMISSION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT

SIPAD

Système d'Information des Programmes d'Action Publique de Développement

Documentation

(Cette version du document n'est pas définitive)

Juillet 2007

Sommaire

Fascicule 1.....3

1 Introduction..... 4

2 Les buts poursuivis..... 5

2.1 Gestion des cadres stratégiques.....5

2.2 Suivi statistique des mises en œuvre.....5

2.3 Programmation et suivi opérationnels.....5

2.4 Coordination des financements.....5

2.5 Exportation des éléments à incorporer au budget.....5

3 La structure du système..... 6

3.1 Schéma logique des données.....6

Fascicule 2.....9

4 Le déploiement..... 10

4.1 Distribution de l'outil.....10

4.1.1 Au Ministère de l'Économie & du Plan..... 11

4.1.2 Au Ministère des Finances & de l'Informatique..... 11

4.1.3 À la Cellule d'Appui à l'O.N..... 12

4.2 Instruments méthodologiques, procédures..... 13

4.2.1 Passage des stratégies aux actions..... 14

4.2.2 Recensements initiaux..... 15

4.2.3 Programmation et suivi des actions..... 16

a) Le calendrier de programmation et de suivi..... 16

b) Programmation quantitative..... 17

c) Programmation financière..... 18

d) Suivi quantitatif..... 19

e) Suivi financier..... 19

f) Rapportage synthétique..... 19

4.2.4 Coordination des financements non acquis..... 20

Fascicule 3.....21

5 Guide de l'utilisateur 22

5.1 Préparation des cadres stratégiques.....22

5.2 Fenêtre de démarrage des interfaces utilisateurs.....23

5.3 Gestion des données de stratégie..... 24

5.4 Gestion des données statistiques.....25

5.4.1 Indicateurs : valeurs à atteindre..... 25

5.4.2 Indicateurs : relevés statistiques..... 26

5.4.3 Indicateurs : rapportage..... 26

5.5 Progr. & suivi opérationnels des actions.....28

5.5.1 Les points d'entrée du module « progr.-suivi »... 28

a) À partir du menu de démarrage..... 28

b) À partir de la fenêtre « Cibles »..... 28

c) À partir de la fenêtre « Enquête Financements »... 28

5.5.2 Opérations et Actions..... 28

5.5.3 Détails de l'action..... 29

a) Fiche d'identification des actions..... 29

b) Les boutons de la fenêtre « Action »..... 30

5.5.4 Livrables, progr. & suivi quantitatifs..... 30

a) Identification des livrables..... 30

b) Progr. quantitative..... 31

c) Rapportage quantitatif..... 32

5.5.5 Financements, progr. & suivi financiers..... 34

a) Progr. financière..... 34

b) Rapportage financier..... 35

5.5.6 Fiche Action..... 37

5.6 Coordination des financements.....38

5.6.1 Financements..... 38

5.6.2 Tranches..... 39

5.6.3 Rapport « DPE »..... 40

Fascicule 4.....41

6 Documentation technique..... 42

6.1 Structure schématique de la base de données..... 42

6.2 Articulation du système.....43

6.3 Annexes techniques.....44

Fascicule 1

Présentation

1 Introduction

SIPAD est un outil d'**aide à la décision** qui centralise et **met en relation** :

- Les **plans stratégiques** de l'État (parmi lesquels la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté, mais aussi toutes les stratégies futures d'action publique, dès lors qu'elles seront formalisées et assorties d'une programmation),
- Le système de **relevé des indicateurs** macro (statistiques) d'impact et de résultat de la mise en œuvre.
- Les **actions** engagées ou à engager en application de ces stratégies, ainsi que les aspects **opérationnels** de **programmation** et de **suivi quantitatif** (physique) et **financier** de ces actions (y compris les ressources financières nationales et extérieures qui y sont ou seront affectées),

Les actions prises en compte comprennent :

- Celles qui ont été identifiées pour contribuer à atteindre les objectifs stratégiques et sont à l'étude ou en préparation (associées à des financements à rechercher, en négociation ou à confirmer),
- Celles qui sont effectivement engagées ou décidées (associées à des financements acquis ou en cours d'exécution).

Elles peuvent être organisées en deux niveaux : **a)** les actions et projets proprement dits (*exemples : le projet Action-FED, le PASILD, le PAMFIP, Mise en place du manuel des procédures d'exécution des dépenses publiques, etc.*) **b)** les « **Opérations** » (*selon une terminologie proposée et qui pourra être modifiée*), qui regroupent des actions et/ou projets obéissant à une référence stratégique commune ; typiquement, les opérations sont dérivées directement des « PAP » (Programmes d'Actions Prioritaires) tels que définis dans le processus stratégique SNRP.

L'outil est appelé à couvrir, à documenter et à appuyer l'ensemble des stratégies mises en œuvre par l'État en y engageant ses ressources propres et/ou des ressources mises à sa disposition par ses partenaires extérieurs (et qui en tant que telles revêtent le caractère de fonds publics). Il ne s'agit nullement de remplacer ou de dupliquer les dispositifs existants en matière de contrôle et de suivi, mais au contraire d'amplifier leur portée en les utilisant dans une perspective stratégique, et de les renforcer par des références, des méthodologies et des procédures harmonisées.

À terme plus ou moins éloigné, on pourra étendre le champ à toute action caractérisée par :

- un horizon non nécessairement limité par le cadre annuel du budget,
- une référence explicite à une stratégie d'action publique,
- l'assignation d'objectifs précis, échéancés et « monitorables »,
- l'affectation de ressources publiques quelles qu'en soient la nature et l'origine.

*Rien n'empêche a priori d'envisager de couvrir un jour prochain l'ensemble des interventions publiques, pourvu qu'elles fassent l'objet d'un **cadrage par objectifs**.*

*La distinction traditionnelle entre dépenses ordinaires et d'investissement pourra progressivement s'estomper, ou du moins évoluer ; le « **PiP** » (programme d'investissement public), souvent considéré comme la seule composante de la dépense publique devant faire l'objet d'une programmation pluriannuelle par objectifs, peut alors changer de contenu et de dénomination : comprenant désormais toute dépense publique programmée, quels que soient sa nature et son financement, il pourrait être renommé en « **PaP** » (Programme d'Actions Prioritaires). Cette évolution n'entraînerait pas, bien entendu, l'oubli ou la disparition de la notion d'investissement, chaque dépense programmée demeurant caractérisée notamment par sa nature. Il y aura toutefois lieu de reconsidérer certaines classifications traditionnelles : les dépenses de fonctionnement des établissements d'enseignement sont en effet sans doute plus proches de la notion d'investissement public que l'acquisition d'un véhicule de fonction par exemple.*

SIPAD est appelé entre autres à devenir un outil d'**appui à l'élaboration du budget** de l'État (CDMT et Loi de Finances) en fournissant à la Direction Générale du Budget les indispensables repères lui permettant de produire des documents budgétaires se référant explicitement aux orientations stratégiques nationales à moyen terme.

2 Les buts poursuivis

2.1 *Gestion des cadres stratégiques*

Ce module est un outil de formalisation et de présentation des cadres stratégiques, incluant les résultats à atteindre et les ressources requises.

2.2 *Suivi statistique des mises en œuvre*

Collecte des relevés statistiques représentatifs des résultats de la mise en œuvre et production des rapports.

2.3 *Programmation et suivi opérationnels*

(Identification et définition des actions et projets engagés ou à engager en application du cadre stratégique, Programmation quantitative et financière, Collecte des rapports d'exécution quantitative et financière, Rapportages détaillé et synthétique)

- À travers les structures de tutelle et de pilotage, les données de programmation et d'exécution des actions et projets sont collectées¹ ; elles fournissent au dispositif de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre de la SNRP un complément opérationnel permettant une meilleure appréhension et un meilleur contrôle de la traduction effective des choix stratégiques en actions concrètes et individualisées, dans leurs aspects physiques autant que financiers.
- Cette extension opérationnelle facilite également l'identification précoce des actions requises pour appliquer effectivement les plans stratégiques, soutenir le processus d'instruction technique et financière des projets et rendre plus étroite l'implication des partenaires au développement dans la mise en œuvre de la SNRP.

2.4 *Coordination des ressources*

- Collecte des données relatives aux décisions de financement (conventions de financement extérieur, contreparties nationales, financements entièrement nationaux),
- Extraction des données de programmation et de suivi financier opérationnels,
- Rapportage spécifique de coordination des financements,
- Mise en évidence des besoins de financement par confrontation des stratégies et des actions identifiées.

2.5 *Exportation des éléments à incorporer au budget*

Le système peut exporter des éléments, en recette comme en dépense, vers les processus d'élaboration des CDMT et de préparation de la Loi de Finances annuelle.

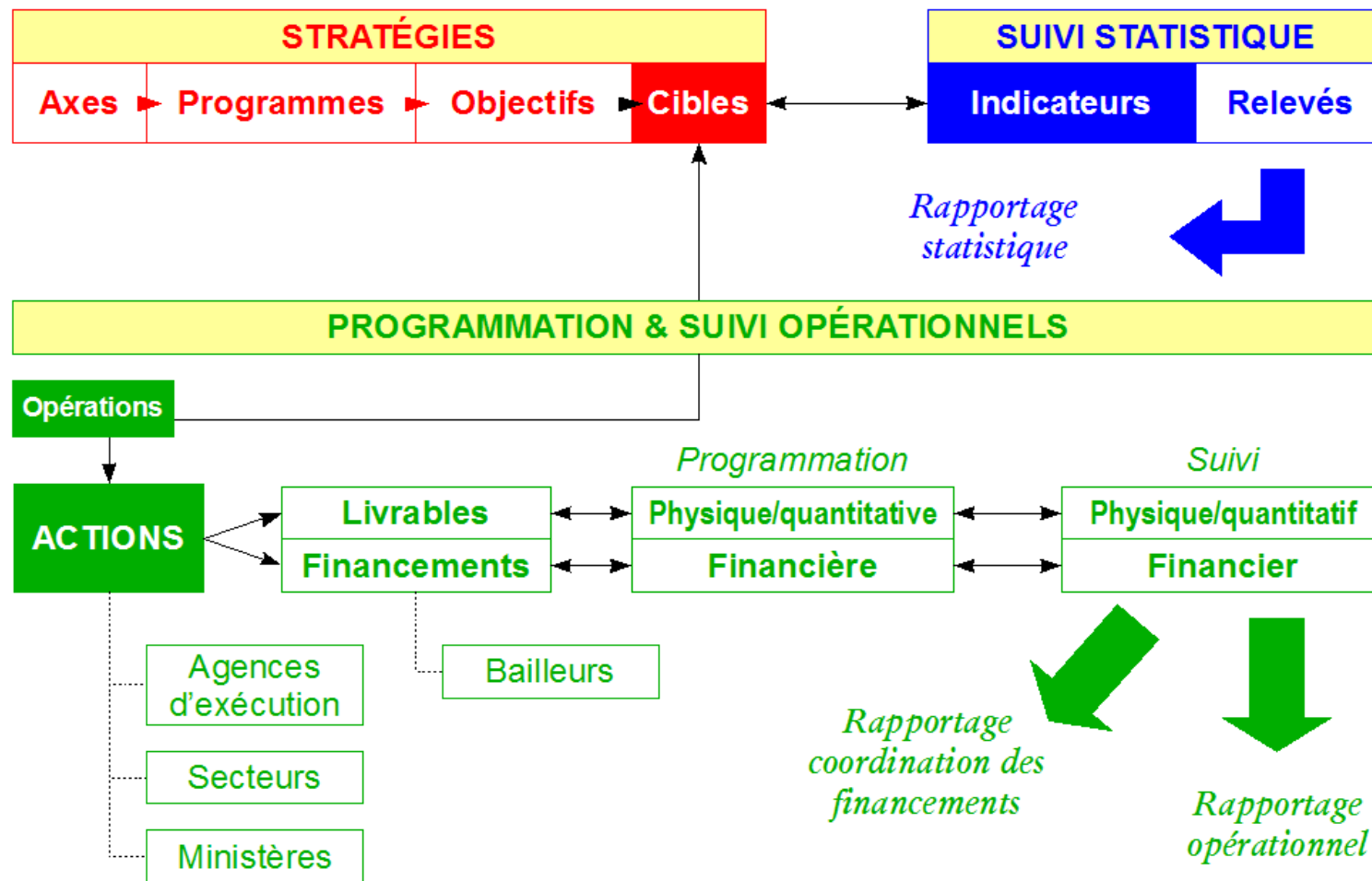
Une interface particulière sera développée dans ce sens, en collaboration avec la DGB.

En particulier, les composantes non définitivement financées des cadres de dépense à moyen terme seront mises en évidence et priorisées.

¹ Typiquement, sur une base trimestrielle

3 La structure du système

3.1 Schéma logique des données (vue base de données page [42](#))



Le système comprend trois « zones » de données : ① les cadres stratégiques (dont celui de la SNRP), ② le suivi macroscopique (statistique) de la mise en œuvre de la SNRP et des autres stratégies, ③ la programmation et le suivi opérationnels des actions (financées par les partenaires extérieurs, autofinancées par l'État, autres initiatives se référant aux cadres stratégiques).

(L'apport qualitatif d'une intégration cohérente des informations stratégiques, statistiques, opérationnelles, physiques, financières et budgétaires apparaîtra de manière plus évidente au vu d'une démonstration pratique.)

Ces trois zones sont intégrées au sein d'un seul système, afin de traduire par des **relations logiques** les interactions fortes qui existent entre elles : les cadres stratégiques constituent un lien nécessaire entre la vision statistique et la vision opérationnelle des effets de la mise en œuvre, ainsi qu'entre les aspects financiers et les aspects quantitatifs des actions engagées. Ceci permet de restituer l'information selon divers angles de prise de vue. Par exemple, la programmation des financements et leur suivi résultent des données introduites dans le cadre de la gestion opérationnelle des actions : le rapport de suivi des financements n'est autre qu'une requête spécifique qui organise à des fins de suivi financier des données extraites de la zone relative à la gestion des actions.

Afin de pouvoir inscrire à terme chaque cadre stratégique dans un « hypercadre » élargi à toutes les stratégies (centrale et/ou sectorielles [CDMT]), des champs indiquant l'appartenance aux cadres stratégiques ont été ajoutés aux tables des axes, des programmes, des objectifs et des cibles. La codification complète de ces champs sera définie ultérieurement ; pour l'heure, seul a été spécifié le code indiquant l'appartenance des axes, programmes, objectifs et cibles au cadre particulier de la SNRP. Ce code prend la valeur « Vrai » lorsque l'élément relève de la SNRP. Un paramètre sera affecté à chacun des cadres stratégiques à venir, ce qui permettra d'associer chaque élément (axe, programme, objectif ou cible) à un ou plusieurs cadres stratégiques (par exemple : les programmes, objectifs et cibles de l'axe SNRP « Gouvernance », ainsi que les indicateurs associés et les actions engagées en référence à cet axe, pourront être traités à la fois comme des données SNRP et comme des données relevant des cadres stratégiques spécifiques impliqués (justice, système électoral, administration publique, etc.)

Il est ainsi possible de positionner le cadre SNRP (ainsi que les cadres stratégiques à venir) dans un système de référence global et dans un outil d'information intégré, tout en préservant la spécificité des données relatives à telle ou telle stratégie particulière.

Les liaisons logiques entre les tables de la base permettent dès lors de gérer les actions et leurs financements selon le ou les cadre(s) stratégique(s) au(x)quel(s) ils sont appelés à contribuer.

Une base de données centrale peut ainsi contenir toute l'information relative à l'ensemble des cadres stratégiques (CDMT) en cours d'exécution ou de préparation, en annulant les redondances et incohérences qu'entraînerait une multiplication des systèmes. Des interfaces particulières seront développées pour faciliter la gestion de ces informations selon la spécialisation des utilisateurs (interfaces spécialisées par secteur, par thème, par type de financement, etc.) Seule est disponible à ce jour l'interface « SNRP » (comme sous-ensemble de l'interface généraliste). L'interface spécialisée « Coordination des Aides Extérieures » est en cours de développement. D'autres interfaces seront développées en fonction de nouveaux cahiers des charges à définir.

L'essentiel à retenir est que cette structure de données est conçue dans le but d'harmoniser l'organisation de l'information de planification, de programmation et de suivi de l'action publique pour toutes les stratégies gouvernementales à moyen terme, y compris les financements qui y sont affectés. Ceci doit améliorer la cohérence des systèmes, éliminer les redondances et surtout **améliorer la visibilité des résultats** de la mise en œuvre.

Fascicule 2

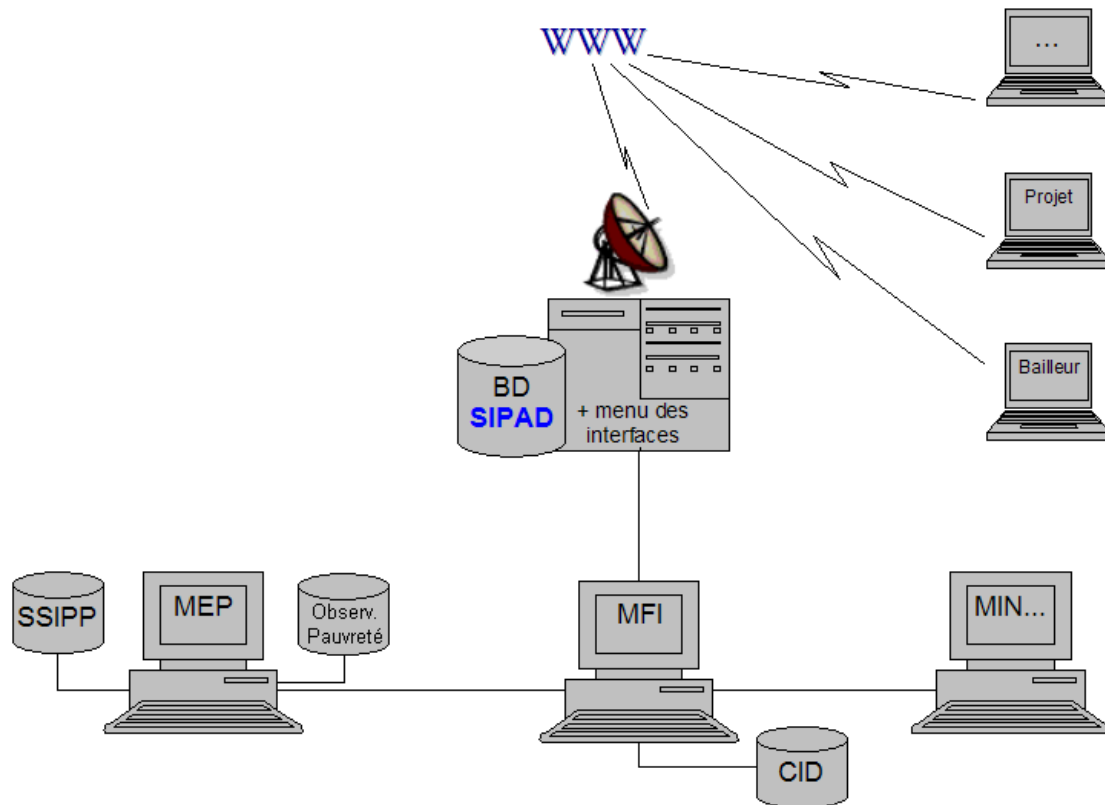
Déploiement

4 Le déploiement

4.1 Distribution de l'outil

avec ou sans réseau gouvernemental

Si la base de données est nécessairement unique par souci d'éviter les redondances et les risques et inconvénients qu'elles comportent, les interfaces d'accès à ladite base peuvent être multiples et personnalisées (interfaces de formalisation des stratégies, de coordination des financements, de programmation des actions, de rapportage opérationnel, de suivi statistique, etc.)



SIPAD devrait être distribué à des utilisateurs diversifiés répartis au sein de plusieurs Ministères et organisations. Idéalement donc, un déploiement en réseau s'impose, y compris via le Web.

Les conditions d'un tel déploiement ne sont pas réunies aujourd'hui, notamment en raison d'un régime réglementaire et fiscal des services internet anachronique, pénalisant et dissuasif, ainsi que du faible taux d'équipement des institutions concernées (cela expliquant en partie ceci).

Jusqu'à la mise en place d'un réseau gouvernemental (techniquement assez simple et rapide à réaliser en recourant aux technologies internet [VPN²], mais à la condition expresse que ces technologies soient libéralisées), il faudra donc utiliser des solutions adaptées aux conditions réelles (répliques de la base de données et procédures de synchronisation par transfert de données sur supports transportables). De telles procédures sont certes contraignantes et coûteuses en termes de performance et d'intégrité de l'information, donc aussi d'efficacité ; elles peuvent toutefois constituer une solution transitoire acceptable si l'on considère que la situation présente ne peut qu'évoluer favorablement vers une modernité comparable à celle des pays voisins, et que dans un premier temps les acteurs impliqués seront peu nombreux (MFI et MEP principalement, outre la Cellule Action-FED).

2 VPN = « Virtual Private Network » ou « Réseau Privé Virtuel », autrement dit réseau sécurisé utilisant l'Internet pour le transport des données.

La structure de la base de données (voir page 6) permet de tenir compte des conditions réelles en fractionnant temporairement le système SIPAD, à partir des constats suivants :

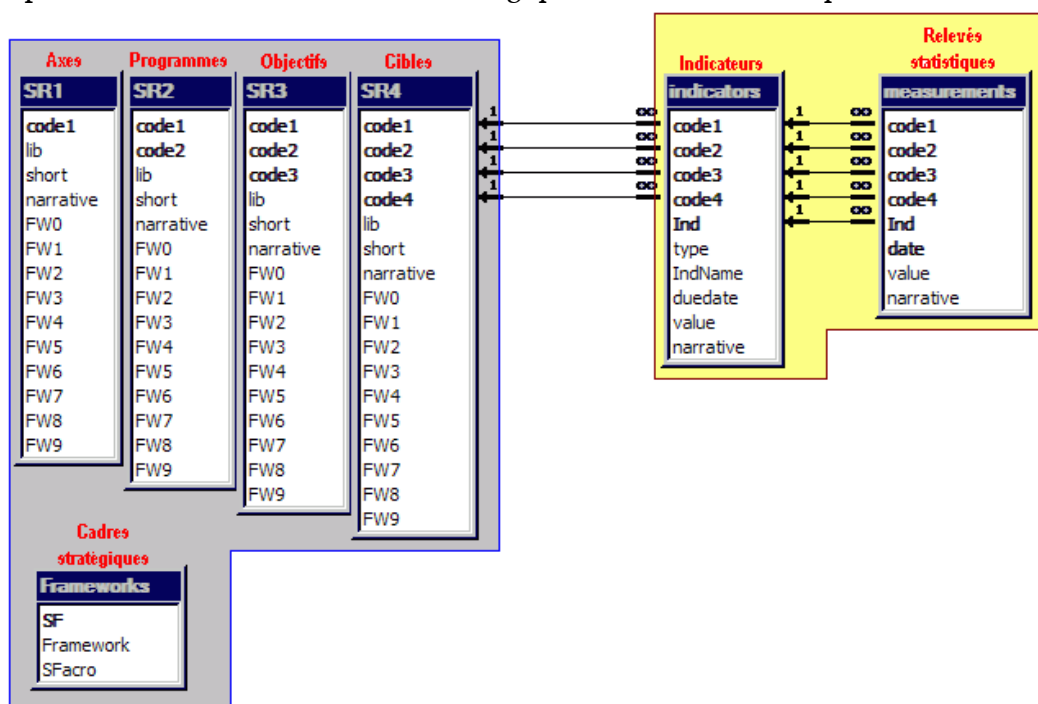
- Les cadres stratégiques ne sont pas appelés à faire l'objet de mises à jour fréquentes, du moins à compter de leur mise en œuvre ;
- Le suivi statistique peut être géré séparément de la programmation et du suivi opérationnels, à condition de conserver dans les deux cas la liaison avec la zone de données relative aux cadres stratégiques ;

Un déploiement fractionné pourrait donc être organisé de la manière suivante :

4.1.1 Au Ministère de l'Économie & du Plan

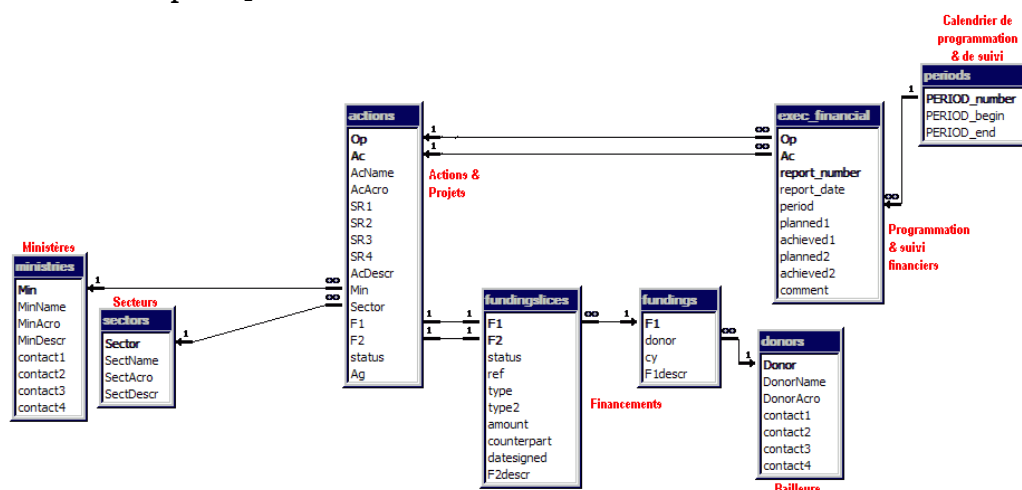
(MEP, DCIP, Observatoire de la Pauvreté)

pour la formulation des cadres stratégiques et le suivi statistique de leur mise en œuvre :



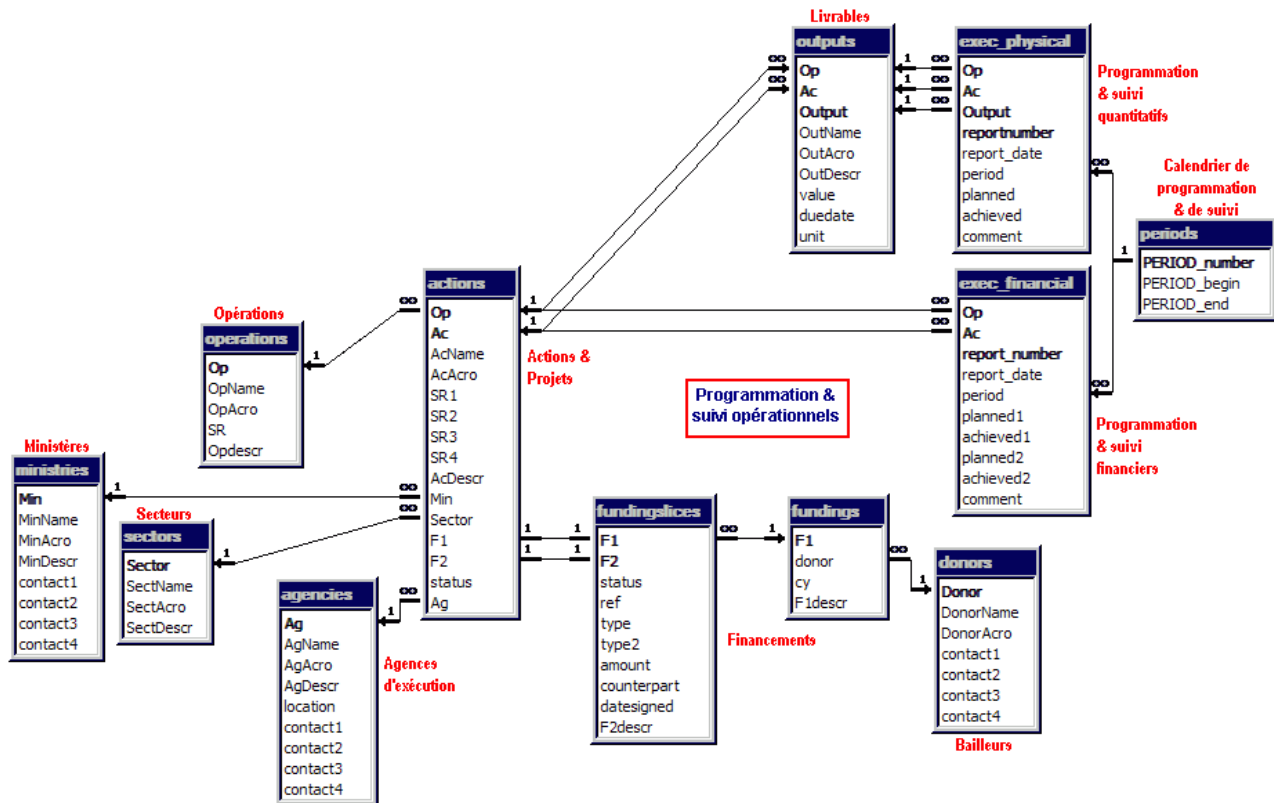
4.1.2 Au Ministère des Finances & de l'Informatique (MFI)

Pour le rapportage sur les financements ainsi que les liaisons avec le CID [circuit intégré de la dépense] et le Trésor :



4.1.3 À la Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National

(Action-FED « section opérationnelle » et « composante 2 »), pour la gestion des données opérationnelles relatives à la programmation et au suivi des actions et projets :



Les données exploitées par le MFI pour le rapportage et la coordination des financements sont extraites du faisceau opérationnel géré par la Cellule d'Appui à l'ON et doivent donc faire l'objet de mises à jour régulières à l'initiative de la Cellule. Les interactions entre le faisceau opérationnel et la coordination des financements sont fortes. La composante 2 du projet Action-FED inscrira dans son agenda la gestion constante de ces liaisons, en coopérant étroitement avec le MFI et en œuvrant pour l'établissement d'un réseau « Ordonnateur National » préfigurant le réseau gouvernemental.

Pour définir de manière plus précise ce déploiement dégradé, certaines questions encore en suspens devront toutefois être résolues :

- Au MFI, un réseau local (en partie sans fil « Wifi³ ») est en cours d'installation ; un accès Internet (VSAT⁴) est également prévu. Les dates de disponibilité effective de ces ressources ne sont toutefois pas connues.
- À la Cellule Action-FED, un équipement informatique en réseau et un accès VSAT sont prévus. La date de disponibilité effective de ces ressources n'est toutefois pas connue.
- Au MEP, maître d'ouvrage de la composante 2 du projet « Action-FED » (pour son activité d'appui à la mise en œuvre de la SNRP), une extension des équipements et de l'accès Internet de la cellule Action-FED est prévue, dans les mêmes conditions d'incertitude que pour la Cellule elle-même.

3 Wifi : Wireless Fidelity

4 VSAT : Very Small Aperture Terminal (dispositif terrestre d'accès bidirectionnel à un service satellitaire, par exemple un service Internet)

4.2 Instruments méthodologiques, procédures

Un système d'aide à la décision n'est pas seulement une application informatique.

Il serait inopérant sans support méthodologique approprié et sans procédures harmonisées garantissant une acquisition efficace des données et une restitution de celles-ci sous des formes adéquates pour une aide à la décision.

Par « aide à la décision », il faut entendre :

- Assistance aux choix stratégiques
- Assistance aux décisions de définition et de conduite des actions & projets
- Assistance aux orientations financières (identification et caractérisation des ressources à rechercher, choix budgétaires, politique de recours aux financements nationaux et extérieurs) liées aux stratégies nationales.

Les méthodologies et procédures à concevoir et à mettre en place impliquent notamment :

- Les Ministères sectoriels responsables des stratégies, actions et projets
- Les structures de pilotage et de suivi
- Les agences d'exécution des actions
- Les organisations des bailleurs de fonds

Remarque :

Il n'est nullement obligatoire d'utiliser d'emblée l'intégralité des possibilités du système. En particulier, la zone de données « programmation et suivi opérationnels des actions » peut être utilisée à un niveau de détail moins détaillé que celui décrit notamment pages 6 et 42 : il est possible de ne retenir qu'une partie des données reprenant le détail de chaque action et de chacune des étapes de sa programmation et de son déroulement, tout en préservant le minimum indispensable permettant d'obtenir les agrégats requis pour le rapportage de synthèse.

Il peut être en effet nécessaire d'en passer temporairement par une telle simplification tant que les circuits et procédures ne sont pas entièrement en place jusqu'aux structures d'exécution des projets et des actions : un réseau allégé serait alors mis en place, impliquant seulement les structures (de l'État et de ses partenaires) liées au pilotage des projets et programmes.

Dans cette hypothèse, des simplifications seraient provisoirement introduites :

- Ne retenir qu'une action par cible stratégique et par source de financement, consolidant en une action toutes les interventions concourant au même but et financées par la même source ;
- Traiter les financements non convention par convention, mais selon la même logique que pour les actions, c'est-à-dire en créant une unité de financement par cible stratégique et par source ;
- Ne recueillir que des données annuelles (et non trimestrielles) de programmation et de suivi, auprès des Ministères sectoriels et des partenaires au développement.

Le principal « coût » de ces simplifications serait la quasi-impossibilité de gérer efficacement la programmation quantitative (physique) des actions.

Des supports allégés de collecte de données seront préparés dans ce sens.

4.2.1 Passage des stratégies aux actions

Les procédures et méthodologies de programmation et de budgétisation à mettre en place (DEP, DAFM) détailleront comment identifier puis **cadre les besoins de financement** résultant de la consolidation des actions non financées, autrement dit de celles pour lesquelles les financements n'ont pas un statut garantissant la disponibilité effective.

Il importe de favoriser une **identification précoce des actions** et un processus de documentation technique et financière (instruction) aussi prompt que possible : l'analyse des stratégies doit avoir pour priorité la **traduction des cibles en actions**. La conception de SIPAD et les instruments méthodologiques en préparation permettent ceci, avec le souci de fluidifier le processus unissant, au sommet, les stratégies nationales et, à la base, les actions sur le terrain.

Explication : une difficulté fréquente est le manque de continuité et de **cohérence entre la vision des stratégies et les orientations précises données aux actions** concrètes entreprises en vue d'atteindre les objectifs recherchés.

En d'autres termes, lorsque les stratégies disent (ce qui suit est un exemple réel) : « *Le développement humain se trouve au cœur de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté. Dans le cadre du suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement, l'objectif du Gouvernement est de promouvoir les ressources humaines en vue de permettre aux populations de jouer leur rôle de moteur dans le processus de développement socio-économique du pays* », comment formuler des termes de référence pertinents pour un projet de santé devant s'inscrire dans cet **axe** stratégique intitulé « *Développer le capital humain* » ? Difficile...

À l'intérieur de cet axe, un **programme** de santé publique précise ceci : « *Mettre en place un système sanitaire adéquat. L'objectif principal de la SNRP, tout en intégrant les objectifs de la politique nationale sanitaire, est d'assurer à la population l'accès à des services de base de qualité, s'inscrivant ainsi dans la philosophie de l'Organisation Mondiale de la Santé à savoir : Santé Pour Tous sur un horizon aussi rapproché que possible. Les principaux axes de cette politique sont : (i) le développement des services de santé de base de qualité pour la population; (ii) l'urgence de disposer des ressources humaines de qualité ; (iii) l'amélioration de la gestion du système de santé ; et (iv) la poursuite de la lutte contre les maladies endémiques et épidémiques.* »

Le stratégie sectoriel de santé publique définit alors des **objectifs** tels que « *Donner accès à des services de santé de qualité sur tout le territoire* », et précise ensuite ses intentions au moyen de **cibles** plus concrètes, telles celle-ci : « *Construire ou réhabiliter et équiper 50 centres de santé, 5 hôpitaux de district ou de préfecture et 15 bureaux de district* ».

À partir de ces précisions, les acteurs opérationnels peuvent plus aisément **identifier les actions requises**, par exemple « *Construire un hôpital de district à Maissala, chef-lieu (non équipé) d'un district comptant 80.000 habitants* », même si on ne sait pas encore dans le détail quelle sera la capacité d'accueil de cet hôpital, son équipement, son coût, ses besoins en personnel qualifié, etc. L'important est d'**inscrire l'action dans le cycle des projets** (instruction, financement, etc.)

Opération : 7 Hôpitaux de district

Action : 7 1 Construction hôpital de district Maissala Maissala

Axe : 3 Développer le capital humain

Programme : A Mettre en place un système sanitaire adéquat

Objectif : 1 Accès à des services de santé de qualité sur tout le territoire

Cible : 1 Construire ou réhabiliter et équiper 50 centres de santé, 5 hôpitaux de district ou de préfecture et 15 bureaux de district

Description : Projet à l'étude, financement à rechercher

Opérations

Ministère : 8 Ministère de la Santé Publique MSP

Secteur : 3 Santé SAN

Financement : 399 1 HD Maissala 500 000 000 XAF 0 FCFA À rechercher

Bailleur : 999 Financements à rechercher sur ressources nationales R_NAT

Agence d'exécution : 99 <Intitulé de l'agence> <Abrégé>

Statut : À l'étude

FINANCEMENT : 399 Bailleur : 999 Financements à rechercher sur ressources nationales

Description du financement : Besoins de financement secteur Santé, ressources nationales

Tranche : 1 Montant : 500 000 000 XAF Contrepartie : 0 FCFA

Référence : HD Maissala Type : ? Statut : R À RECHERCHER

Description de la tranche : Évaluation en cours, montant estimatif

4.2.2 Passage des actions aux CDMT

(...)

4.2.3 Recensements initiaux

Le module « programmation et suivi opérationnels des actions » doit être initialisé par un recensement des **actions** et des **financements** associés en cours d'exécution. On suppose que les données de référence (Bailleurs, Secteurs, Ministères) ont été préalablement recueillies.

4.2.4 Programmation et suivi des actions

La gestion du cycle de programmation et de suivi des actions est simple dans son principe :

a) Le *calendrier de programmation et de suivi*

Par défaut, un calendrier trimestriel est proposé :

Périodicité de programmation				
Période n°	1	commençant en	janvier 1900	se terminant en décembre 2005
Période n°	2	commençant en	janvier 2006	se terminant en mars 2006
Période n°	3	commençant en	avril 2006	se terminant en juin 2006
Période n°	4	commençant en	juillet 2006	se terminant en septembre 2006
Période n°	5	commençant en	octobre 2006	se terminant en décembre 2006
Période n°	6	commençant en	janvier 2007	se terminant en mars 2007
Période n°	7	commençant en	avril 2007	se terminant en juin 2007
Période n°	8	commençant en	juillet 2007	se terminant en septembre 2007
Période n°	9	commençant en	octobre 2007	se terminant en décembre 2007
Période n°	10	commençant en	janvier 2008	se terminant en mars 2008
Période n°	11	commençant en	avril 2008	se terminant en juin 2008
Période n°	12	commençant en	juillet 2008	se terminant en septembre 2008
Période n°	13	commençant en	octobre 2008	se terminant en décembre 2008
Période n°	14	commençant en	janvier 2009	se terminant en mars 2009
Période n°	15	commençant en	avril 2009	se terminant en juin 2009
Période n°	16	commençant en	juillet 2009	se terminant en septembre 2009
Période n°	17	commençant en	octobre 2009	se terminant en décembre 2009
Période n°	18	commençant en	janvier 2010	se terminant en mars 2010
Période n°	19	commençant en	avril 2010	se terminant en juin 2010
Période n°	20	commençant en	juillet 2010	se terminant en septembre 2010
Période n°	21	commençant en	octobre 2010	se terminant en décembre 2010
Période n°	22	commençant en	janvier 2011	se terminant en mars 2011
Période n°	23	commençant en	avril 2011	se terminant en juin 2011
Période n°	24	commençant en	juillet 2011	se terminant en septembre 2011
Période n°	25	commençant en	octobre 2011	se terminant en décembre 2011
Période n°	26	commençant en	janvier 2012	se terminant en décembre 2099

Record: 1 of 26

(La période 1 couvre tout ce qui est antérieur au 1er janvier 2006, la période 26 tout ce qui est postérieur au 31 décembre 2011)

b) *Programmation quantitative*

SIPAD : Système d'Information des Programmes d'Action Publique de Développement										28/05/2007
Programmation quantitative des actions										
Axe										
Programme										
Objectif										
Cible										
Opération										
Description :										
Action										
Description :										
Livrable n°		Intitulé :								
Description :										
Valeur totale à livrer :				Unité :				Échéance :		
Période 1	de	01/1900	à	12/2005	Rem :					
Sous-total avant 2006 :				soit				% du livrable		
Période 2	de	01/2006	à	03/2006	Rem :					
Période 3	de	04/2006	à	06/2006	Rem :					
Période 4	de	07/2006	à	09/2006	Rem :					
Période 5	de	10/2006	à	12/2006	Rem :					
Sous-total 2006 :				soit				% du livrable		
Période 6	de	01/2007	à	03/2007	Rem :					
Période 7	de	04/2007	à	06/2007	Rem :					
Période 8	de	07/2007	à	09/2007	Rem :					
Période 9	de	10/2007	à	12/2007	Rem :					
Sous-total 2007 :				soit				% du livrable		
Période 10	de	01/2008	à	03/2008	Rem :					
Période 11	de	04/2008	à	06/2008	Rem :					
Période 12	de	07/2008	à	09/2008	Rem :					
Période 13	de	10/2008	à	12/2008	Rem :					
Sous-total 2008 :				soit				% du livrable		
Période 14	de	01/2009	à	03/2009	Rem :					
Période 15	de	04/2009	à	06/2009	Rem :					
Période 16	de	07/2009	à	09/2009	Rem :					
Période 17	de	10/2009	à	12/2009	Rem :					
Sous-total 2009 :				soit				% du livrable		
Période 18	de	01/2010	à	03/2010	Rem :					
Période 19	de	04/2010	à	06/2010	Rem :					
Période 20	de	07/2010	à	09/2010	Rem :					
Période 21	de	10/2010	à	12/2010	Rem :					
Sous-total 2010 :				soit				% du livrable		
Période 22	de	01/2011	à	03/2011	Rem :					
Période 23	de	04/2011	à	06/2011	Rem :					
Période 24	de	07/2011	à	09/2011	Rem :					
Période 25	de	10/2011	à	12/2011	Rem :					
Sous-total 2011 :				soit				% du livrable		
Période 26	de	01/2012	à	12/2099	Rem :					
Sous-total après 2011 :				soit				% du livrable		
Total programmé :				soit				% du livrable		

République du Tchad - Ordonnateur National - Ministère des Finances & de l'Informatique

Page 1 de 1

(Voir écrans de saisie pages [30](#) et [31](#))

c) Programmation *financière*

SIPAD : Système d'Information des Programmes d'Action Publique de Développement 28/05/2007
Programmation financière des actions (partie devise)

Axe			
Programme			
Objectif			
Cible			
Opération			
Description :			
Action			
Description :			
Financement - tranche :	N° :	Ref :	Montant :
Bailleur :		Intitulé du financement :	

Période	1	de	01/1900	à	12/2005	Rem :
Sous-total avant 2006 :						soit % du financement
Période	2	de	01/2006	à	03/2006	Rem :
Période	3	de	04/2006	à	06/2006	Rem :
Période	4	de	07/2006	à	09/2006	Rem :
Période	5	de	10/2006	à	12/2006	Rem :
Sous-total 2006 :						soit % du financement
Période	6	de	01/2007	à	03/2007	Rem :
Période	7	de	04/2007	à	06/2007	Rem :
Période	8	de	07/2007	à	09/2007	Rem :
Période	9	de	10/2007	à	12/2007	Rem :
Sous-total 2007 :						soit % du financement
Période	10	de	01/2008	à	03/2008	Rem :
Période	11	de	04/2008	à	06/2008	Rem :
Période	12	de	07/2008	à	09/2008	Rem :
Période	13	de	10/2008	à	12/2008	Rem :
Sous-total 2008 :						soit % du financement
Période	14	de	01/2009	à	03/2009	Rem :
Période	15	de	04/2009	à	06/2009	Rem :
Période	16	de	07/2009	à	09/2009	Rem :
Période	17	de	10/2009	à	12/2009	Rem :
Sous-total 2009 :						soit % du financement
Période	18	de	01/2010	à	03/2010	Rem :
Période	19	de	04/2010	à	06/2010	Rem :
Période	20	de	07/2010	à	09/2010	Rem :
Période	21	de	10/2010	à	12/2010	Rem :
Sous-total 2010 :						soit % du financement
Période	22	de	01/2011	à	03/2011	Rem :
Période	23	de	04/2011	à	06/2011	Rem :
Période	24	de	07/2011	à	09/2011	Rem :
Période	25	de	10/2011	à	12/2011	Rem :
Sous-total 2011 :						soit % du financement
Période	26	de	01/2012	à	12/2099	Rem :
Sous-total après 2011 :						soit % du financement
Total programmé :						soit % du financement

République du Tchad - Ordonnateur National - Ministère des Finances & de l'Informatique Page 1 de 1

(Voir écran de saisie page 34)

d) Suivi quantitatif

Voir écran de saisie page [32](#), rapport imprimable page [33](#)

e) Suivi financier

Voir écran de saisie page [35](#), rapport imprimable page [36](#)

*f) Rapportage **synthétique***

Voir ...

4.2.5 Coordination des financements non acquis

Des outils complémentaires (méthodologies et composants logiciels) sont en développement pour traiter le cycle des actions dans sa partie qui précède la mise en œuvre, en particulier l'instruction et le financement. Les financements à rechercher seront mis en évidence en association avec les éléments d'information pertinents pour la coordination des aides : positionnement stratégique et sectoriel des actions non financées, Ministères concernés, etc. Exemples :

Stratégie Globale : ☐	Stratégie Nationale de l'Énergie : ☐
Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté : ☒	Stratégie Nationale des Communications : ☐
Stratégie Nationale de Bonne Gouvernance : ☐	Stratégie Nationale de Développement Humain : ☒
Stratégie Nationale de Développement Rural : ☐	Stratégie Nationale de l'Environnement : ☐
Stratégie Nationale des Transports : ☐	Stratégie Nationale de Croissance Économique : ☐

SIPAD : Système d'Information des Programmes d'Action Publique de Développement 30/05/2007
Fiche Action

Axe 3 Développer le capital humain

Programme 3.A Mettre en place un système sanitaire adéquat

Objectif 3.A.1 Accès à des services de santé de qualité sur tout le territoire

Cible 3.A.1.1 Construire ou réhabiliter et équiper 50 centres de santé, 5 hôpitaux de district ou de préfecture et 15 bureaux de district

3 Indicateurs dont le 1er est : 50 centres de santé

Opération 7 Hôpitaux de district

Hôpitaux de district

Action 1 Construction hôpital de district Maissala

Projet à l'étude, financement à rechercher

Ministère	8	Ministère de la Santé Publique
Agence d'exécution	99	<Intitulé de l'agence>
Secteur	3	Santé
Statut	2	À l'étude
Financement	999	1 HD Maissala
Bailleur	999	<Intitulé du bailleur>
	500 000 000	XAF
	+	0 FCFA

Besoins de financement - Évaluation en cours, montant estimatif

Livable	1	Terrain			
		Terrain viabilisé 4000 m²			
		Valeur	1 terrain	Date	30/06/2008
Livable	2	Bâtiment			
		1 bâtiment hospitalier de 1200 m², 100 lits, 2 niveaux, sur terrain de 4000 m²			
		Valeur	1 bâtiment	Date	31/12/2009
Livable	3	Équipements non médicaux			
		Groupe électrogène 175 KVA, surpresseur 3 m³/heure, climatisation pour 600 m²			
		Valeur	1 package	Date	31/01/2010
Livable	4	Équipements médicaux			
		Package standard 100 lits + bloc chirurgical			
		Valeur	1 package	Date	30/04/2010

SIPAD : Système d'Information des Programmes d'Action Publique de Développement

Financements à rechercher

Référence

Date

DPCA

Concours ext.

R_EXT

Financements à rechercher auprès des partenaires extérieurs

92 000 000 XAF

298 Besoins de financement secteur Éducation, partenaires extérieurs

92 000 000 XAF

298.1 Institut Supérieur de Formation Professionnelle, Moundou

ISFP Moundou

92 000 000 XAF

R_NAT

Financements à rechercher sur ressources nationales

1 652 000 000 XAF

299 Besoins de financement secteur Éducation, ressources nationales

122 000 000 XAF

299.1 École primaire Sarh n° 2

École prim Sarh2

122 000 000 XAF

399 Besoins de financement secteur Santé, ressources nationales

1 530 000 000 XAF

399.1 Évaluation en cours, montant estimatif

HD Maissala

500 000 000 XAF

399.2 Évaluation en cours, montant estimatif

HD XYZ

550 000 000 XAF

399.3 Évaluation en cours, montant estimatif

HD WXY

480 000 000 XAF

Pour les besoins spécifiques de cet aspect de la coordination des financements, des « pseudo-financements » et des « pseudo-bailleurs » peuvent être créés, tels que « Financements à rechercher auprès des partenaires extérieurs », « Financements à rechercher sur ressources nationales », « Besoins de financement secteur Éducation, partenaires extérieurs », etc.

Les instruments méthodologiques et les procédures à mettre en place préciseront ultérieurement comment utiliser cette possibilité afin de prendre en compte la phase préparatoire du processus de financement.

Fascicule 3

Guide d'utilisation

5 Guide de l'utilisateur ⁵

5.1 Préparation des cadres stratégiques

(tâche de l'administrateur de la base de données)



SF	Framework	SFacro
0	Stratégie Globale	SG
1	Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté	SNRP
2	Stratégie Nationale de Bonne Gouvernance	SNBG
3	Stratégie Nationale de Développement Rural	SNDR
4	Stratégie Nationale des Transports	SNT
5	Stratégie Nationale de l'Énergie	SNEnerg
6	Stratégie Nationale des Communications	SNC
7	Stratégie Nationale de Développement Humain	SNDH
8	Stratégie Nationale de l'Environnement	SNEnv
9	Stratégie Nationale de Croissance Économique	SNCE
*	0	

Dix cadres stratégiques peuvent être gérés simultanément (*ce nombre peut être éventuellement augmenté moyennant une mise à jour de la structure, mais au prix d'une lourdeur certaine*). Il n'est pas utile de créer un grand nombre de cadres stratégiques, dans la mesure où le contenu de chacune de ces stratégies (Axes, Programmes, Objectifs, Cibles) sera lui-même organisé selon la logique de planification adoptée par les instances chargées de les définir.

La table « Frameworks », gérée par l'administrateur (*donc non accessible au moyen des interfaces utilisateurs*), identifie les cadres stratégiques disponibles.

⁵ Note : les copies d'écran illustrant ce chapitre peuvent avoir fait l'objet de modifications dans la dernière version de l'application. Le guide de l'utilisateur sera mis à jour progressivement.

5.2 Fenêtre de démarrage des interfaces utilisateurs

SIPAD : Système d'Information des Programmes d'Action Publique de Développement

Navigation dans les cadres stratégiques
Veuillez choisir une stratégie

Stratégie :
 Axe : E
 Programme : E
 Objectif : E
 Cible : E

Gérer le cadre stratégique

Liste des programmes
 Liste des objectifs
 Liste des cibles

Financements Opérations (Liste) Indicateurs Condensé

Indicateurs atteints Indicateurs non évaluables Indicateurs partiellement atteints Indicateurs non atteints Rapport complet

SIPAD : Système d'Information des Programmes d'Action Publique de Développement

Navigation dans les cadres stratégiques
Veuillez choisir une stratégie

Stratégie : 0 Stratégie Globale SG
 Axe : 1 Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté SNRP
 Programme : 2 Stratégie Nationale de Bonne Gouvernance SNBG
 Objectif : 3 Stratégie Nationale de Développement Rural SNDR
 Cible : 4 Stratégie Nationale des Transports SNT
 5 Stratégie Nationale de l'Énergie SNEnerg
 6 Stratégie Nationale des Communications SNC
 7 Stratégie Nationale de Développement Humain SNDH
 8 Stratégie Nationale de l'Environnement SNEnv
 9 Stratégie Nationale de Croissance Économique SNCE

Gérer le cadre stratégique

Liste des programmes
 Liste des objectifs
 Liste des cibles

Financements

Indicateurs atteints

atteints Rapport complet

SIPAD : Système d'Information des Programmes d'Action Publique de Développement

Navigation dans les cadres stratégiques
Cadre stratégique 1 : Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté

Stratégie : 1 Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté
 Axe : 3 Développer le capital humain
 Programme : A Mettre en place un système sanitaire adéquat
 Objectif : 1 Accès à des services de santé de qualité sur tout le territoire
 Cible : 1 Construire ou réhabiliter et équiper 50 centres de santé, 5 hôpitaux de district ou de préfecture et 15 bureaux de district

Gérer le cadre stratégique

Liste des programmes
 Liste des objectifs
 Liste des cibles

Financements Opérations (Liste) Indicateurs Condensé Actions APOC

Indicateurs atteints Indicateurs non évaluables Indicateurs partiellement atteints Indicateurs non atteints Rapport complet

Les stratégies sont hiérarchisées en quatre niveaux (*cette hiérarchie étant dérivée de la structure adoptée pour la SNRP*) : la terminologie proposée (et modifiable) nomme ces quatre niveaux « Axes », « Programmes », « Objectifs » et « Cibles » (« APOC ») ; à ce dernier niveau (Cibles) sont associés des indicateurs statistiques quantifiés, datés et commentés (table « Indicators ») exprimant les résultats à atteindre.

5.3 Gestion des données de stratégie

Chaque Axe, Programme, Objectif et Cible appartient à un ou plusieurs des cadres stratégiques disponibles :

SIPAD - CIBLES

Axe 1 : Promouvoir la bonne gouvernance

Programme A : Rendre efficace et efficiente l'administration publique

Objectif 2 : Renforcement des capacités des acteurs du secteur public, du secteur privé et de la société civile

Cible : 1 Renforcement des capacités institutionnelles des ministères intervenant dans la mise en œuvre des réformes et des autres ministères

Cap institutionnelle

Commentaire

Élargir à toutes les cibles du programme

Stratégie Globale : ☐

Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté : ☒

Stratégie Nationale de Bonne Gouvernance : ☒

Stratégie Nationale de Développement Rural : ☐

Stratégie Nationale des Transports : ☐

Stratégie Nationale de l'Énergie : ☐

Stratégie Nationale des Communications : ☐

Stratégie Nationale de Développement Humain : ☐

Stratégie Nationale de l'Environnement : ☐

Stratégie Nationale de Croissance Économique : ☐

Après avoir créé et décrit tous les éléments de chaque niveau de chaque stratégie, l'utilisateur chargé de la gestion des données de stratégie publie le(s) cadre(s) stratégique(s) :

Stratégie Globale : ☐

Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté : ☒

Stratégie Nationale de Bonne Gouvernance : ☐

Stratégie Nationale de Développement Rural : ☐

Stratégie Nationale des Transports : ☐

Stratégie Nationale de l'Énergie : ☐

Stratégie Nationale des Communications : ☐

Stratégie Nationale de Développement Humain : ☐

Stratégie Nationale de l'Environnement : ☐

Stratégie Nationale de Croissance Économique : ☒

SIPAD : Système d'Information des Programmes d'Action Publique de Développement - Cibles 24/05/2007

Axe 2 Assurer une croissance forte et soutenue Croissance

Deuxième axe de la Stratégie, le défi de la croissance économique vise la stabilisation du cadre macroéconomique, la promotion du secteur privé, le développement du secteur des infrastructures et l'accroissement durable de la production rurale. Les principaux axes en sont : i) relever durablement le taux de croissance du PIB réel ; ii) mener des politiques budgétaires favorables aux pauvres et iii) réaliser l'intégration économique africaine et l'insertion dans l'économie mondiale.

Programme 2.C Développer les infrastructures de base Infrastructures

Objectif 2.C.8 Énergie Énergie

2.C.8.2 Mettre en œuvre le programme d'urgence de la STEE

La stratégie retenue consiste à promouvoir les sources alternatives d'énergie comme l'énergie solaire et éolienne de manière à limiter l'impact de la coupe de bois de chauffe sur la régénération des ressources forestières, et à élargir l'accès à l'énergie aux activités de production, notamment agricoles et industrielles.

L'objectif de la politique du Gouvernement est de satisfaire au maximum les besoins en énergie de toute la population tchadienne, en particulier de l'énergie électrique à moindre coût. C'est ainsi qu'une lettre de politique et stratégie pour le sous-secteur électricité au Tchad (2002-2006) est mise en application.

Actuellement, un programme d'urgence pour réhabiliter les services essentiels d'eau et d'électricité de la STEE est en cours d'exécution. Il existe d'autres programmes, notamment :

- Le programme national d'électrification rurale et péri-urbaine en voie de réalisation;
- Le programme de réalisation d'interconnexion électrique avec le Cameroun en vue d'électrifier les villes de Bongor, Pala, Léré, Fianga, Gounougaya et Binder dont le financement est à rechercher;
- Le programme d'électrification de 20 centres secondaires dont les études en cours sont avancées;
- La promotion et la mise en valeur des énergies solaire et éolienne dont le Gouvernement est à la recherche du financement etc.

(Différents formats et niveaux de détail sont disponibles)

5.4 Gestion des données statistiques

5.4.1 Indicateurs : valeurs à atteindre

SIPAD - CIBLES

Axe 3 : Développer le capital humain

Programme A : Mettre en place un système sanitaire adéquat

Objectif 1 : Accès à des services de santé de qualité sur tout le territoire

Cible : 2 Former les 600 COSAN/COGES de 600 centres de santé à la participation communautaire et à la gestion des services de santé

Formation

Commentaire

Élargir à toutes les cibles du programme

Stratégie Globale : ☐

Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté : ☒

Stratégie Nationale de Bonne Gouvernance : ☐

Stratégie Nationale de Développement Rural : ☐

Stratégie Nationale des Transports : ☐

Stratégie Nationale de l'Énergie : ☐

Stratégie Nationale des Communications : ☐

Stratégie Nationale de Développement Humain : ☒

Stratégie Nationale de l'Environnement : ☐

Stratégie Nationale de Croissance Économique : ☐

Indicateurs

Opérations

INDICATEURS

Axe 3 : Développer le capital humain

Programme A : Mettre en place un système sanitaire adéquat

Objectif 1 : Accès à des services de santé de qualité sur tout le territoire

Cible 2 : Former les 600 COSAN/COGES de 600 centres de santé à la participation communautaire et à la ge

Rafraichir

1 Nombre de centres de santé ayant bénéficié de la formation à la participation communautaire

Type : Quantitatif

Valeur : 600,00 Échéance : 31/12/2005

Suivi

INDICATEURS (suivi)

Suivi Indicateurs

3 Rafraichir

Axe 3 : Capital humain

Programme A : Santé

Objectif 1 : Accès à des services de santé de qualité sur tout le territoire

Cible 2 : Former les 600 COSAN/COGES de 600 centres de santé à la participation communautaire et à la gestion d

1 Nombre de centres de santé ayant bénéficié de la formation à la participation communautaire

Valeur : 600,00 Échéance : 31/12/2005

Résultat : 569,00 Mesuré le : 31/12/2006

Type : Quantitatif Réalisé : Partiellement

Commen-tai-res :

MàJ

569 CS ont bénéficié de formation a la participation communautaire

Relevés

5.4.2 Indicateurs : relevés statistiques

INDICATEURS (Relevés)

Relevés d'Indicateurs

3 A 1 2

Axe 3 : Développer le capital humain
Programme A : Mettre en place un système sanitaire adéquat
Objectif 1 : Accès à des services de santé de qualité sur tout le territoire
Cible 2 : Former les 600 COSAN/COGES de 600 centres de santé à la participation communautaire et à la gestion d

1 Nombre de centres de santé ayant bénéficié de la formation à la participation communautaire

Type : Quantitatif Valeur : 600,00 Échéance : 31/12/2005 Réalisé : Partiellement

Résultat : 569,00 569 CS ont bénéficié de formation a la participation communautaire

Mesuré le : 31/12/2006

Nouveau relevé

5.4.3 Indicateurs : rapportage

SIPAD : Système d'Information des Programmes d'Action Publique de Développement 24/05/2007
Suivi des Indicateurs

Axe 3 : Développer le capital humain
Programme A : Mettre en place un système sanitaire adéquat
Objectif 1 : Accès à des services de santé de qualité sur tout le territoire
Cible 2 : Former les 600 COSAN/COGES de 600 centres de santé à la participation communautaire et à la gestion des services de santé

Indicateur 1 : Nombre de centres de santé ayant bénéficié de la formation à la participation communautaire

Valeur visée : 600,00 Type : Quantitatif Échéance : 31/12/2005 Réalisé : Partiellement

Dernier relevé : 569,00 31/12/2006 569 CS ont bénéficié de formation a la participation communautaire

Les boutons ci-dessous de la fenêtre de démarrage permettent de produire différents rapports statistiques, qui seront filtrés ou non selon les éléments de stratégie sélectionnés par l'utilisateur :

Indicateurs Condensé

Indicateurs atteints Indicateurs non évaluables Indicateurs partiellement atteints Indicateurs non atteints Rapport complet

Stratégie Globale : ☐	Stratégie Nationale de l'Énergie : ☐
Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté : ☒	Stratégie Nationale des Communications : ☐
Stratégie Nationale de Bonne Gouvernance : ☐	Stratégie Nationale de Développement Humain : ☒
Stratégie Nationale de Développement Rural : ☐	Stratégie Nationale de l'Environnement : ☐
Stratégie Nationale des Transports : ☐	Stratégie Nationale de Croissance Économique : ☐

SIPAD : Système d'Information des Programmes d'Action Publique de Développement 24/05/2007

RAPPORT COMPLET

Axe 3 : Développer le capital humain

Le développement humain se trouve au cœur de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté. Dans le cadre du suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement, l'objectif du Gouvernement est de promouvoir les ressources humaines en vue de permettre aux populations de jouer leur rôle de moteur dans le processus de développement socio-économique du pays.

Programme A : Mettre en place un système sanitaire adéquat

L'objectif principal de la SNRP, tout en intégrant les objectifs de la politique nationale sanitaire, est « d'assurer à la population l'accès à des services de base de qualité », s'inscrivant ainsi dans la philosophie de l'Organisation Mondiale de la Santé à savoir : Santé Pour Tous sur un horizon aussi rapproché que possible. Les principaux axes de cette politique sont : (i) le développement des services de santé de base de qualité pour la population; (ii) l'urgence de disposer des ressources humaines de qualité; (iii) l'amélioration de la gestion du système de santé; et (iv) la poursuite de la lutte contre les maladies endémiques et épidémiques.

Dans le domaine du VIH/SIDA, les actions à mener portent particulièrement sur la sensibilisation des groupes à risque, mais également auprès des enfants à partir de l'école primaire. Les dispositions seront prises pour que les femmes enceintes puissent subir systématiquement des tests de dépistage, et pour la prise en charge des personnes vivant avec le VIH. En effet, en plus de la sensibilisation, le gouvernement s'engage à mener des actions de prise en charge des malades et victimes du VIH/SIDA, y compris l'accès aux anti-rétroviraux.

Les progrès réalisés dans le secteur :

Des progrès sensibles ont été réalisés en termes de couverture, et de qualité des services, mais tout le monde peut constater que la santé des populations reste préoccupante. Beaucoup n'ont pas accès à des soins de santé de base soit à cause des difficultés liées à l'éloignement physique, soit à cause du coût des services de santé, soit à cause de l'insuffisance de personnel qualifié et à l'absence de disponibilité de ce personnel vis-à-vis du malade. Les disparités géographiques sont aussi très importantes entre les provinces septentrionales, où l'environnement aride ramène la préoccupation majeure des pauvres à l'insécurité alimentaire, et les provinces plus au Sud, généralement plus favorisées, mais qui ont, en dehors des grandes agglomérations, pâti du délabrement des services de santé au début des années quatre vingt dix. Le graphique ci-dessous montre l'évolution récente dans le domaine de la santé maternelle et infantile. Les objectifs de la SNRP, à savoir réduire le taux de mortalité des moins de 5 ans (TMM5) à 150 pour 1000 et le taux de mortalité maternelle (TMM) à 700 pour 100.000 naissances vivantes sont encore loin d'être atteints.

Objectif 1 : Accès à des services de santé de qualité sur tout le territoire

Cible 2 : Former les 600 COSAN/COGES de 600 centres de santé à la participation communautaire et à la gestion des services de santé

Indicateur 1 : Nombre de centres de santé ayant bénéficié de la formation à la participation communautaire

Valeur visée :	600,00	Type :	Quantitatif	Échéance :	31/12/2005	Réalisé :	Partiellement
Dernier relevé :	569,00	569 CS ont bénéficié de formation à la participation communautaire					
	31/12/2006						

SIPAD : Système d'Information des Programmes d'Action Publique de Développement 24/05/2007

Suivi des Indicateurs (condensé)

Axe 3 : Développer le capital humain

Programme A : Mettre en place un système sanitaire adéquat

Objectif 1 : Accès à des services de santé de qualité sur tout le territoire

Cible 1 : Construire ou réhabiliter et équiper 50 centres de santé, 5 hôpitaux de district ou de préfecture et 15 bureaux de district

Indicateur 1 : 50 centres de santé	Réalisé :	oui
Indicateur 2 : 5 hôpitaux	Réalisé :	oui
Indicateur 3 : 15 bureaux de district	Réalisé :	Partiellement

Cible 2 : Former les 600 COSAN/COGES de 600 centres de santé à la participation communautaire et à la gestion des services de santé

Indicateur 1 : Nombre de centres de santé ayant bénéficié de la formation à la participation communautaire	Réalisé :	Partiellement
--	-----------	---------------

Cible 3 : Rendre autonomes 10 hôpitaux de district ou de préfecture

Indicateur 1 : 10 hôpitaux autonomes avec l'appui technique et les ressources disponibles	Réalisé :	non
---	-----------	-----

Objectif 2 : Améliorer les indicateurs du secteur de la santé

Cible 1 : Encourager la création des mutuelles de santé auprès des populations moins nanties

Indicateur 1 : Nombre de mutuelles créées	Réalisé :	Partiellement
---	-----------	---------------

5.5 Programmation & suivi opérationnels des actions

5.5.1 Les points d'entrée du module « Programmation-suivi »

a) À partir du menu de démarrage

SIPAD : Système d'Information des Programmes d'Action Publique de Développement

Navigation dans les cadres stratégiques

Cadre stratégique 1 : Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté

Stratégie : 1 Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté

Axe : 1 E Promouvoir la bonne gouvernance

Programme : E

Objectif : E

Cible : E

Financements Opérations (Liste) Indicateurs Condensé

Indicateurs atteints Indicateurs non évaluables Indicateurs partiellement atteints Indicateurs non atteints Rapport complet

A red arrow points to the 'Opérations (Liste)' button.

b) À partir de la fenêtre « Cibles »

Cible : 1 Renforcement des capacités institutionnelles des ministères intervenant dans la mise en œuvre des réformes et des autres ministères

Cap institutionnelle

Commentaire

Indicateurs

Opérations

A red arrow points to the 'Opérations' button.

c) À partir de la fenêtre « Enquête Financements »

Enquête Financements étape 2

Enquête Financements - Étape 2 : Identification/création des tranches de financement

Ajouter une tranche Actions Rapport DPE : détaillé résumé

FINANCEMENT : 1 Bailleur : 9 9è Fonds Européen de Développement

Description du financement : Cellule Action

A red arrow points to the 'Actions' button.

5.5.2 Opérations et Actions

La fenêtre « Opérations », éventuellement filtrée selon la sélection de la fenêtre de départ, affiche des regroupements d'actions :

SIPAD - Opérations

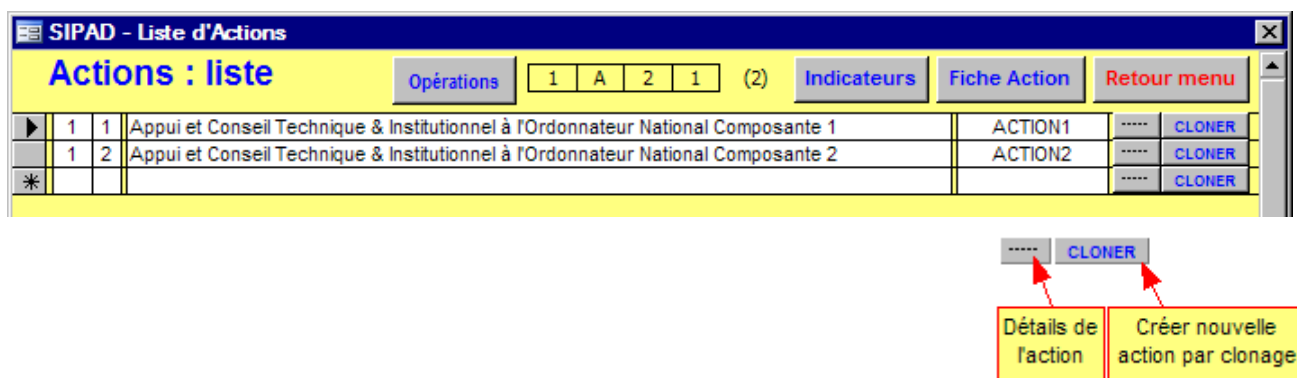
Opérations : liste

Créer

1	Appui et Conseil Technique & Institutionnel à l'Ordonnateur National	ACTION
2 action(s) Termes de référence: voir les actions		
Actions		
3	Réforme de la fonction publique	REF_FP
1 action(s) Réaliser les audits organisationnels et des effectifs des ministères prioritaires		
Actions		

A red arrow points to the 'Actions' button in the first group.

(Souvent, une opération ne comportera qu'une action) ; chaque enregistrement de la fenêtre « opérations » comporte un bouton « Actions » ouvrant la fenêtre suivante :



5.5.3 Détails de l'action

a) Fiche d'identification des actions

Screenshot of the SIPAD - Action window. The window title is "SIPAD - Action". The main title is "Actions : fiche d'identification". The window displays the details of an action. The "Opération" is "1 Appui et Conseil Technique & Institutionnel à l'Ordonnateur National". The "Action" is "1 2 Appui et Conseil Technique & Institutionnel à l'Ordonnateur National Composante 2" with "ACTION2". The "Axe" is "1 Promouvoir la bonne gouvernance". The "Programme" is "A Rendre efficace et efficiente l'administration publique". The "Objectif" is "2 Renforcement des capacités des acteurs du secteur public, du secteur privé et de la société civile". The "Cible" is "1 Renforcement des capacités institutionnelles des ministères intervenant dans la mise en œuvre des réformes et des autres ministères". The "Description" is "Appui SNRP et Aides extérieures". The "Ministère" is "5 Ministère de l'Économie & du Plan" (MEP). The "Secteur" is "1 Institutions économiques & financières" (IEF). The "Financement" is "1 2 9469/CD TR2" (1 300 000 EUR, 42 500 000 FCFA, Signé). The "Bailleur" is "9 9è Fonds Européen de Développement" (FED9). The "Agence d'exécution" is "1 Cellule ACTION-FED" (ACTIONFED). The "Statut" is "En cours". At the bottom, there are buttons for "Livrables", "Détails financement", "Fiche Action", "Programmation financière", "Imprimer la programmation", "Devise", and "Contrepartie".

(Fenêtre de saisie des éléments d'identification et de description des actions)

b) Les boutons de la fenêtre « Action »

Livrables	Détails financement	Fiche Action	Programmation financière	Imprimer la programmation :	Devise	Contrepartie
---------------------------	-------------------------------------	------------------------------	--	------------------------------------	------------------------	------------------------------

5.5.4 Livrables, programmation & suivi quantitatifs

a) Identification des livrables

SIPAD - Livrables			
Axe :	1	Promouvoir la bonne gouvernance	
Programme :	A	Rendre efficace et efficiente l'administration publique	
Objectif :	2	Renforcement des capacités des acteurs du secteur public, du secteur privé et de la société	
Cible :	1	Renforcement des capacités institutionnelles des ministères intervenant dans la mise en œuvre des réformes et des autres ministères	
Action :	1	Appui et Conseil Technique & Institutionnel à l'Ordonnateur National Composante 2	
	2	ACTION2	
Livable :	1	Dispositif léger de suivi	SUIVI
Description :	Dispositif léger de suivi de la SNRP et de l'aide extérieure. Appui au MEPC pour faciliter la circulation de l'information et l'animation du réseau de suivi incluant les Ministères et structures interministérielles techniques prioritaires au sens de la SNRP, le Ministère des Finances, le Ministère du Pétrole et le Collège de surveillance de		
Programme quantitative	Valeur :	100	Unité : % Date : 31/12/2010
Livable :	2	Appui DEP	DEP
Description :	Un appui technique est fourni aux Directions des Études et de la Planification des Ministères prioritaires afin d'appuyer le processus de programmation et de budgétisation annuel, ainsi que le développement des budgets-programmes. Appui aux différentes structures et administrations concernées en termes de programmation,		
Programme quantitative	Valeur :	1	Unité : Date : 31/12/2010
Livable :	3	Appui DAFM	DAFM
Description :	Un appui technique est fourni aux Directions Administratives, Financières et Matérielles des Ministères prioritaires afin d'améliorer l'absorption des ressources nationales et additionnelles (Initiative Pays Pauvres Très Endettés et pétrole) dans le cadre de la mise en œuvre de la SNRP.		
Programme quantitative	Valeur :	1	Unité : Date : 31/12/2010
Livable :	4	Encadrement	CADRES
Description :	Trois cadres tchadiens motivés, recrutés sur base contractuelle, sont formés à la programmation et à la budgétisation.		
Programme quantitative	Valeur :	3	Unité : personnes Date : 31/12/2010
Ajouter un livrable Imprimer cette programmation Imprimer toutes les programmations			
Record: 1 of 5 (Filtered)			

(Saisie de l'identification des livrables)

b) *Programmation quantitative*

SIPAD - Programmation quantitative

1 2 Appui et Conseil Technique & Institutionnel à l'Ordonnateur National Composante 2

Livrable 1 Dispositif léger de suivi

Dispositif léger de suivi de la SNRP et de l'aide extérieure.
Appui au MEPC pour faciliter la circulation de l'information et l'animation du réseau de suivi incluant les Ministères et structures

Production totale attendue 100 (%) Échéance 31/12/2010

1	Période	5	de	10/2006	à	12/2006	Qté programmée :	3	▶*
2	Période	6	de	01/2007	à	03/2007	Qté programmée :	4	▶*
3	Période	7	de	04/2007	à	06/2007	Qté programmée :	5	▶*
4	Période	8	de	07/2007	à	09/2007	Qté programmée :	5	▶*
5	Période	9	de	10/2007	à	12/2007	Qté programmée :	5	▶*
6	Période	10	de	01/2008	à	03/2008	Qté programmée :	5	▶*
7	Période	11	de	04/2008	à	06/2008	Qté programmée :	5	▶*
8	Période	12	de	07/2008	à	09/2008	Qté programmée :	5	▶*
9	Période	13	de	10/2008	à	12/2008	Qté programmée :	5	▶*
10	Période	14	de	01/2009	à	03/2009	Qté programmée :	5	▶*
11	Période	15	de	04/2009	à	06/2009	Qté programmée :	5	▶*
12	Période	16	de	07/2009	à	09/2009	Qté programmée :	5	▶*
13	Période	17	de	10/2009	à	12/2009	Qté programmée :	5	▶*
14	Période	18	de	01/2010	à	03/2010	Qté programmée :	5	▶*
15	Période	19	de	04/2010	à	06/2010	Qté programmée :	9	▶*
16	Période	20	de	07/2010	à	09/2010	Qté programmée :	12	▶*
17	Période	21	de	10/2010	à	12/2010	Qté programmée :	12	▶*

Rapportage quantitatif **Rapport** **Total programmé : 100 100%**

(Saisie de la programmation quantitative)

c) *Rapportage quantitatif*

SIPAD - Rapportage quantitatif									
1 2 Appui et Conseil Technique & Institutionnel à l'Ordonnateur National Composante 2									
Livrable 1 Dispositif léger de suivi									
Dispositif léger de suivi de la SNRP et de l'aide extérieure. Appui au MEPC pour faciliter la circulation de l'information et l'animation du réseau de suivi incluant les Ministères et structures									
Production totale attendue 100 (%)						Échéance 31/12/2010			
1	Période 5	de 10/2006	à 12/2006	Programmé :	3	Réalisé :		4	
2	Période 6	de 01/2007	à 03/2007	Programmé :	4	Réalisé :		4	
3	Période 7	de 04/2007	à 06/2007	Programmé :	5	Réalisé :		5	
4	Période 8	de 07/2007	à 09/2007	Programmé :	5	Réalisé :		4	
5	Période 9	de 10/2007	à 12/2007	Programmé :	5	Réalisé :		6	
6	Période 10	de 01/2008	à 03/2008	Programmé :	5	Réalisé :		3	
7	Période 11	de 04/2008	à 06/2008	Programmé :	5	Réalisé :		5	
8	Période 12	de 07/2008	à 09/2008	Programmé :	5	Réalisé :		5	
9	Période 13	de 10/2008	à 12/2008	Programmé :	5	Réalisé :		4	
10	Période 14	de 01/2009	à 03/2009	Programmé :	5	Réalisé :		6	
11	Période 15	de 04/2009	à 06/2009	Programmé :	5	Réalisé :		6	
12	Période 16	de 07/2009	à 09/2009	Programmé :	5	Réalisé :		6	
13	Période 17	de 10/2009	à 12/2009	Programmé :	5	Réalisé :		5	
14	Période 18	de 01/2010	à 03/2010	Programmé :	5	Réalisé :		5	
15	Période 19	de 04/2010	à 06/2010	Programmé :	9	Réalisé :		7	
16	Période 20	de 07/2010	à 09/2010	Programmé :	12	Réalisé :		13	
17	Période 21	de 10/2010	à 12/2010	Programmé :	12	Réalisé :		12	
Rapport quantitatif					Total :	100		100	
						100%		100%	

(Saisie des rapports d'exécution quantitative)

SIPAD : Système d'Information des Programmes d'Action Publique de Développement 25/05/2007

Suivi de l'exécution quantitative

Pér.	De	à	Programmation	Réalisation	Programmation cumulée	Réalisation cumulée	Taux de réalisation
------	----	---	---------------	-------------	-----------------------	---------------------	---------------------

Opération 1 Appui et Conseil Technique & Institutionnel à l'Ordonnateur National

Action 2 Appui et Conseil Technique & Institutionnel à l'Ordonnateur National

(FED9)

Composante 2

1: Dispositif léger de suivi (%)

Total :			100	100	100	100	100,0%
2006 :			3	4	3	4	133,3%
5	10/2006	12/2006	3	4	3	4	133,3%
2007 :			19	19	22	23	104,5%
6	01/2007	03/2007	4	4	7	8	114,3%
7	04/2007	06/2007	5	5	12	13	108,3%
8	07/2007	09/2007	5	4	17	17	100,0%
9	10/2007	12/2007	5	6	22	23	104,5%
2008 :			20	17	42	40	95,2%
10	01/2008	03/2008	5	3	27	26	96,3%
11	04/2008	06/2008	5	5	32	31	96,9%
12	07/2008	09/2008	5	5	37	36	97,3%
13	10/2008	12/2008	5	4	42	40	95,2%
2009 :			20	23	62	63	101,6%
14	01/2009	03/2009	5	6	47	46	97,9%
15	04/2009	06/2009	5	6	52	52	100,0%
16	07/2009	09/2009	5	6	57	58	101,8%
17	10/2009	12/2009	5	5	62	63	101,6%
2010 :			38	37	100	100	100,0%
18	01/2010	03/2010	5	5	67	68	101,5%
19	04/2010	06/2010	9	7	76	75	98,7%
20	07/2010	09/2010	12	13	88	88	100,0%
21	10/2010	12/2010	12	12	100	100	100,0%

5: Audit (Rapport)

Total :			1	0	1	0	0,0%
2099 :			1	0	1	0	0,0%
26	01/2012	12/2099	1	0	1	0	0,0%

(Rapport d'exécution quantitative imprimable)

5.5.5 Financements, programmation & suivi financiers

a) *Programmation financière*

SIPAD - Programmation financière

1 2 Appui et Conseil Technique & Institutionnel à l'Ordonnateur National Composante 2

Appui SNRP et Aides extérieures

Financement total: 1 300 000 EUR + 42 500 000 FCFA Échéance: 31/12/2011

101	Période	6	de 01/2007 à 03/2007	Progr. en devise:	2 200	Contrep.:	2 600 000
Commentaire: Imprévis				▶*			
100	Période	6	de 01/2007 à 03/2007	Progr. en devise:	44 000	Contrep.:	2 600 000
Commentaire: DP zéro trimestre 1				▶*			
102	Période	7	de 04/2007 à 06/2007	Progr. en devise:	43 000	Contrep.:	2 600 000
Commentaire: DP zéro trimestre 2				▶*			
103	Période	8	de 07/2007 à 09/2007	Progr. en devise:	43 000	Contrep.:	2 600 000
Commentaire:				▶*			
104	Période	9	de 10/2007 à 12/2007	Progr. en devise:	33 000	Contrep.:	2 600 000
Commentaire:				▶*			
105	Période	10	de 01/2008 à 03/2008	Progr. en devise:	33 000	Contrep.:	2 600 000
Commentaire:				▶*			
106	Période	11	de 04/2008 à 06/2008	Progr. en devise:	30 000	Contrep.:	2 600 000
Commentaire:				▶*			

Rapportage financier

Programmation totale devise: 1 222 200 94%
Programmation totale contrepartie: 44 200 000 104%

(Saisie de la programmation financière)

b) *Rapportage financier*

SIPAD - Rapportage financier												
1 2 Appui et Conseil Technique & Institutionnel à l'Ordonnateur National Composante 2												
Appui SNRP et Aides extérieures												
Financement total : 1 300 000 EUR + 42 500 000 FCFA Échéance : 31/12/2011												
101	Période	6	de	01/2007	à	03/2007	Progr. :	2 200 2 600 000	EUR FCFA	Réal. :	5 000 FCFA	EUR FCFA
Commentaire : Imprévis												
100	Période	6	de	01/2007	à	03/2007	Progr. :	44 000 2 600 000	EUR FCFA	Réal. :	42 000 2 500 000	EUR FCFA
Commentaire : DP zéro trimestre 1												
102	Période	7	de	04/2007	à	06/2007	Progr. :	43 000 2 600 000	EUR FCFA	Réal. :	41 000 FCFA	EUR FCFA
Commentaire : DP zéro trimestre 2												
103	Période	8	de	07/2007	à	09/2007	Progr. :	43 000 2 600 000	EUR FCFA	Réal. :	39 000 FCFA	EUR FCFA
Commentaire :												
104	Période	9	de	10/2007	à	12/2007	Progr. :	33 000 2 600 000	EUR FCFA	Réal. :	35 000 FCFA	EUR FCFA
Commentaire :												
105	Période	10	de	01/2008	à	03/2008	Progr. :	33 000 2 600 000	EUR FCFA	Réal. :	33 000 2 500 000	EUR FCFA
Commentaire :												
Rapport devise + contrepartie							Devise	Contrepartie	Total réalisé : 1 224 000 EUR 94% 10 000 000 FCFA 24%			

(Saisie des rapports financiers)

SIPAD : Système d'Information des Programmes d'Action Publique de Développement 25/05/2007

Suivi de l'exécution financière

Les montants en FCFA (italiques) concernent la contrepartie nationale

De	à	Programmation	Réalisation	Programmation cumulée	Réalisation cumulée	Taux de réalisation
Opération 1 Appui et Conseil Technique & Institutionnel à l'Ordonnateur National						
Action 2 Appui et Conseil Technique & Institutionnel à l'Ordonnateur National (FED9 - EUR)						
Composante 2						
Total :	EUR	1 222 200	1 224 000	1 222 200	1 224 000	100,1%
	CFA	44 200 000	10 000 000	44 200 000	10 000 000	22,6%
2007 :						
	EUR	165 200	162 000	165 200	162 000	98,1%
	CFA	13 000 000	2 500 000	13 000 000	2 500 000	19,2%
01/2007	03/2007	EUR	46 200	47 000	46 200	101,7%
		CFA	5 200 000	2 500 000	5 200 000	48,1%
04/2007	06/2007	EUR	43 000	41 000	89 200	98,7%
		CFA	2 600 000		7 800 000	32,1%
07/2007	09/2007	EUR	43 000	39 000	132 200	96,1%
		CFA	2 600 000		10 400 000	24,0%
10/2007	12/2007	EUR	33 000	35 000	165 200	98,1%
		CFA	2 600 000		13 000 000	19,2%
2008 :						
	EUR	126 000	123 000	291 200	285 000	97,9%
	CFA	10 400 000	2 500 000	23 400 000	5 000 000	21,4%
01/2008	03/2008	EUR	33 000	33 000	198 200	98,4%
		CFA	2 600 000	2 500 000	15 600 000	32,1%
04/2008	06/2008	EUR	30 000	29 000	228 200	98,2%
		CFA	2 600 000		18 200 000	27,5%
07/2008	09/2008	EUR	31 000	31 000	259 200	98,4%
		CFA	2 600 000		20 800 000	24,0%
10/2008	12/2008	EUR	32 000	30 000	291 200	97,9%
		CFA	2 600 000		23 400 000	21,4%
2009 :						
	EUR	136 000	126 000	427 200	411 000	96,2%
	CFA	10 400 000	2 500 000	33 800 000	7 500 000	22,2%
01/2009	03/2009	EUR	28 000	30 000	319 200	98,7%
		CFA	2 600 000	2 500 000	26 000 000	28,8%
04/2009	06/2009	EUR	33 000	31 000	352 200	98,2%
		CFA	2 600 000		28 600 000	26,2%
07/2009	09/2009	EUR	35 000	32 000	387 200	97,6%
		CFA	2 600 000		31 200 000	24,0%
10/2009	12/2009	EUR	40 000	33 000	427 200	96,2%
		CFA	2 600 000		33 800 000	22,2%
2010 :						
	EUR	730 000	753 000	1 157 200	1 164 000	100,6%
	CFA	10 400 000	2 500 000	44 200 000	10 000 000	22,6%
01/2010	03/2010	EUR	36 000	34 000	463 200	96,1%
		CFA	2 600 000	2 500 000	36 400 000	27,5%
04/2010	06/2010	EUR	50 000	55 000	513 200	97,4%
		CFA	2 600 000		39 000 000	25,6%
07/2010	09/2010	EUR	44 000	45 000	557 200	97,8%
		CFA	2 600 000		41 600 000	24,0%
10/2010	12/2010	EUR	600 000	619 000	1 157 200	100,6%
		CFA	2 600 000		44 200 000	22,6%
2011 :						
	EUR	65 000	60 000	1 222 200	1 224 000	100,1%
	CFA			44 200 000	10 000 000	22,6%
10/2011	12/2011	EUR	65 000	60 000	1 222 200	100,1%
		CFA		44 200 000	10 000 000	22,6%

(Rapport d'exécution financière imprimable)

5.5.6 Fiche Action

Stratégie Globale : ☐	Stratégie Nationale de l'Énergie : ☐
Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté : ☒	Stratégie Nationale des Communications : ☐
Stratégie Nationale de Bonne Gouvernance : ☒	Stratégie Nationale de Développement Humain : ☐
Stratégie Nationale de Développement Rural : ☐	Stratégie Nationale de l'Environnement : ☐
Stratégie Nationale des Transports : ☐	Stratégie Nationale de Croissance Économique : ☐

SIPAD : Système d'Information des Programmes d'Action Publique de Développement 25/05/2007

Fiche Action

Axe 1 Promouvoir la bonne gouvernance

Programme 1.A Rendre efficace et efficiente l'administration publique

Objectif 1.A.2 Renforcement des capacités des acteurs du secteur public, du secteur privé et de la société civile

Cible 1.A.2.1 Renforcement des capacités institutionnelles des ministères intervenant dans la mise en œuvre des réformes et des autres ministères

2 Indicateurs dont le 1er est : Expertise et autonomie technique des institutions nationales chargées de la mise en œuvre de la SNRP

Opération 1 Appui et Conseil Technique & Institutionnel à l'Ordonnateur National

Termes de référence: voir les actions

Action 1 Appui et Conseil Technique & Institutionnel à l'Ordonnateur National Composante 1

Favoriser les relations entre la DCE et les services du MEPC (en tant qu'ON pour ce qui concerne le FED, et de coordonnateur de la SNRP pour le reste), et permettre l'exécution du projet dans toutes ses composantes, ce qui revient à son objectif spécifique :
 « Améliorer les capacités de programmation et de gestion de l'aide communautaire et renforcer les capacités de coordination des aides extérieures du Tchad, notamment dans le cadre de la planification, mise en œuvre et suivi de la SNRP. »

Ministère	5	Ministère de l'Économie & du Plan			
Agence d'exécution	1	Cellule ACTION-FED			
Secteur	1	Institutions économiques & financières			
Statut	1	En cours			
Financement	1	1	9469/CD TR1	SIGNÉ	31/03/2006
Bailleur	9	9è	Fonds Européen de Développement		
			4 700 000 EUR +	154 000 000 FCFA	

Cellule Action

Livable	1	Capacité en maîtrise d'ouvrage
Les capacités des services de l'ON en matière de maîtrise d'ouvrage sont améliorées : programmation, conception, gestion des procédures, suivi-évaluation et intégration des questions transversales.		
	Valeur	1
		Date 31/12/2010
Livable	2	Interface
Les fonctions d'appui et d'interface des services de l'ON avec les Ministères techniques et les projets/programmes sont améliorées.		
	Valeur	1
		Date 31/12/2010
Livable	3	Dialogue et implication
La contribution de l'ON au dialogue politique dans ses implications opérationnelles et l'implication des ANE dans la Stratégie Nationale de Coopération sont renforcées ;		
	Valeur	1
		Date 31/12/2010
Livable	4	Suivi des conditionnalités et des engagements de l'État
Un suivi rigoureux et périodique des conditionnalités et des engagements de l'Etat liés à la mise en œuvre des projets / programmes est instauré.		
	Valeur	1
		Date 31/12/2010

5.6 Coordination des financements

(aides extérieures & financements nationaux)

Les ressources financières sont organisées en deux niveaux : 1°) les **financements** et 2°) les **tranches** de financement. Le premier niveau (financements) ne précise que l'intitulé général du financement, l'identité du bailleur et la devise utilisée. Les données détaillées, notamment financières, sont précisées au second niveau (tranches). Cette hiérarchisation offre une meilleure flexibilité, en permettant par exemple de tenir compte du financement de plusieurs actions par un financement, tout en permettant aussi la consolidation des données : le montant total d'un financement n'est obtenu que par consolidation des données relatives aux tranches qui le composent.

5.6.1 Financements

(étape 1)

Enquête Financements étape 1			
Table Bailleurs		Enquête Financements - Étape 1 : Identification/création des financements	
		Rapport DPE : détaillé résumé Créer	
FINANCEMENT :	1	Bailleur : 9	9è Fonds Européen de Développement
Description :		Cellule Action	
→ Filtre bailleur			
FINANCEMENT :	2	Bailleur : 1	État tchadien - Budget général
Description :		Loi de Finances 2007	
→ Filtre bailleur			
FINANCEMENT :	3	Bailleur : 12	Banque Mondiale
Description :		Audits	
→ Filtre bailleur			
FINANCEMENT :	4	Bailleur : 7	7è Fonds Européen de Développement
Description :		Maisons de la Culture	
→ Filtre bailleur			
FINANCEMENT :	5	Bailleur : 8	8è Fonds Européen de Développement
Description :		Route Moundou-Touboro-N	
→ Filtre bailleur			
FINANCEMENT :	6	Bailleur : 8	8è Fonds Européen de Développement
Description :		Appui à la politique de l'Eau	
→ Filtre bailleur			

Record: 1 of 26

Table Bailleurs

Enquête Financements - Étape 1 :
Identification/création des financements

Rapport DPE : détaillé résumé	Créer
----------------------------------	-------

→ Filtre bailleur

5.6.2 Tranches (étape 2)

(Commentaire explicatif à développer)

Les données chiffrées saisies dans la fenêtre ci-dessus concernent uniquement les montants des conventions ou décisions de financement. Les données relatives à la programmation et à l'exécution effective sont saisies dans le module « Programmation & suivi opérationnels des actions ». Elles sont restituées dans le module « Coordination des financements » (voir rapport page suivante) par extraction au moyen des liaisons logiques existant entre les financements et les actions.

Le champ « **Type** » peut prendre les valeurs suivantes : « **D** » (don), « **P** » (prêt), « **A** » (autofinancement), « **C** » (contrepartie), « **DC** » (don avec contrepartie), « **PC** » (prêt avec contrepartie).

Le champ « **Statut** » peut prendre les valeurs suivantes : « **A** » (acquis), « **C** » (certain), « **N** » (en négociation), « **R** » (à rechercher), « **D** » (demandé), « **S** » (signé ou obtenu).

Les actions ayant fait l'objet d'une identification, d'un calendrier indicatif et d'une estimation financière préliminaire donnent lieu à la création de financements initialement assortis du statut « **R** ».

Les procédures et méthodologies de programmation et de budgétisation à mettre en place (DEP, DAFM) détailleront comment identifier puis cadrer les besoins de financement résultant de la consolidation des actions non financées, autrement dit de celles pour lesquelles les financements n'ont pas un statut garantissant la disponibilité effective.

5.6.3 Rapport « DPE »

(Direction des Programmations & des Évaluations, MFI)

SIPAD : Système d'Information des Programmes d'Action Publique de Développement - SUIVI DES FINANCEMENTS & CONTREPARTIES (détail)

28/05/2007

Financements / Tranches

Programmation devise

Réalisation devise

Progr. contrepartie

Réalisation contrepartie

1	6 000 000 EUR	et 196 500 000 FCFA	Cellule Action	9è Fonds Européen de Développement					
1.1	4 700 000 EUR	et 154 000 000 FCFA	9469/CD TR1	Don + contrepartie					
	Soudure ACTION1	9	de 01/10/2007 à 31/12/2007	100 000					
			Σ 2007	100 000					
	DP zéro trimestre 1	10	de 01/01/2008 à 01/03/2008	150 000					
	DP zéro trimestre 2	11	de 01/04/2008 à 01/06/2008	66 000					
		12	de 01/07/2008 à 01/09/2008	10 000					
			Σ 2008	226 000					
	Total 9469/CD TR1			326 000					
1.2	1 300 000 EUR	et 42 500 000 FCFA	9469/CD TR2	Don + contrepartie					
	DP zéro trimestre 1	6	de 01/01/2007 à 31/03/2007	46 200	47 000	5 200 000	2 500 000		
	DP zéro trimestre 2	7	de 01/04/2007 à 30/06/2007	43 000	41 000	2 600 000			
		8	de 01/07/2007 à 30/09/2007	43 000	39 000	2 600 000			
		9	de 01/10/2007 à 31/12/2007	33 000	35 000	2 600 000			
			Σ 2007	165 200	162 000	13 000 000	2 500 000		
		10	de 01/01/2008 à 01/03/2008	33 000	33 000	2 600 000			
		11	de 01/04/2008 à 01/06/2008	30 000	29 000	2 600 000			
		12	de 01/07/2008 à 01/09/2008	31 000	31 000	2 600 000			
		13	de 01/10/2008 à 01/12/2008	32 000	30 000	2 600 000			
			Σ 2008	126 000	123 000	10 400 000	2 500 000		
		14	de 01/01/2009 à 31/03/2009	28 000	30 000	2 600 000			
		15	de 01/04/2009 à 30/06/2009	33 000	31 000	2 600 000			
		16	de 01/07/2009 à 30/09/2009	35 000	32 000	2 600 000			
		17	de 01/10/2009 à 31/12/2009	40 000	33 000	2 600 000			
			Σ 2009	136 000	126 000	10 400 000	2 500 000		
		18	de 01/01/2010 à 31/03/2010	36 000	34 000	2 600 000			
		19	de 01/04/2010 à 30/06/2010	50 000	55 000	2 600 000			
		20	de 01/07/2010 à 30/09/2010	44 000	45 000	2 600 000			
		21	de 01/10/2010 à 31/12/2010	600 000	619 000	2 600 000			
			Σ 2010	730 000	753 000	10 400 000	2 500 000		
	Audit ex post	25	de 01/10/2011 à 31/12/2011	65 000	60 000				
			Σ 2011	65 000	60 000				
	Total 9469/CD TR2			1 222 200	1 224 000	44 200 000	10 000 000		
	Total programmé Cellule Action			1 548 200	1 224 000	44 200 000	10 000 000		
	Total non programmé Cellule Action			4 451 800 EUR		152 300 000 FCFA			

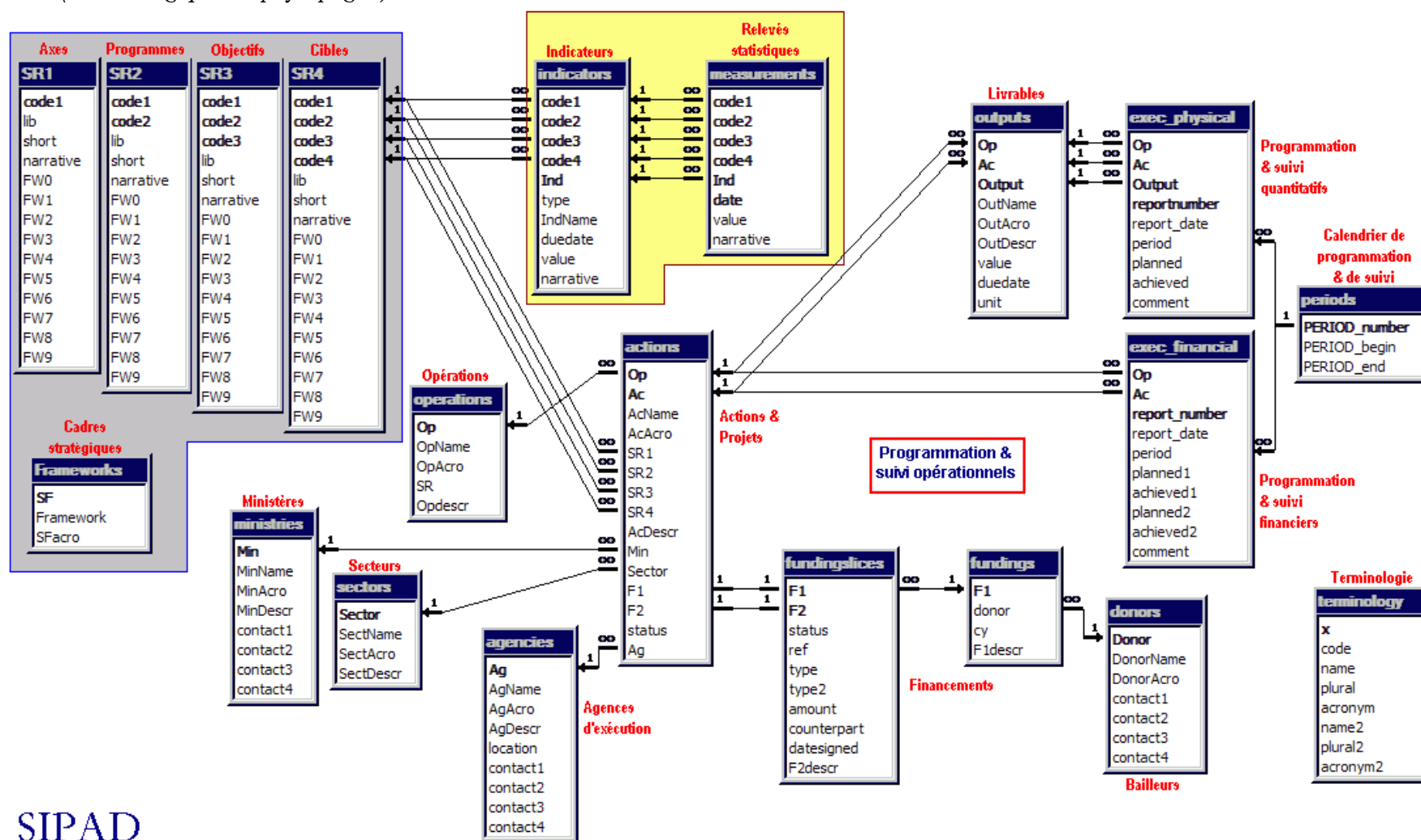
Fascicule 4

Documentation technique

6 Documentation technique

6.1 Structure schématique de la base de données

(schéma logique simplifié page 6)

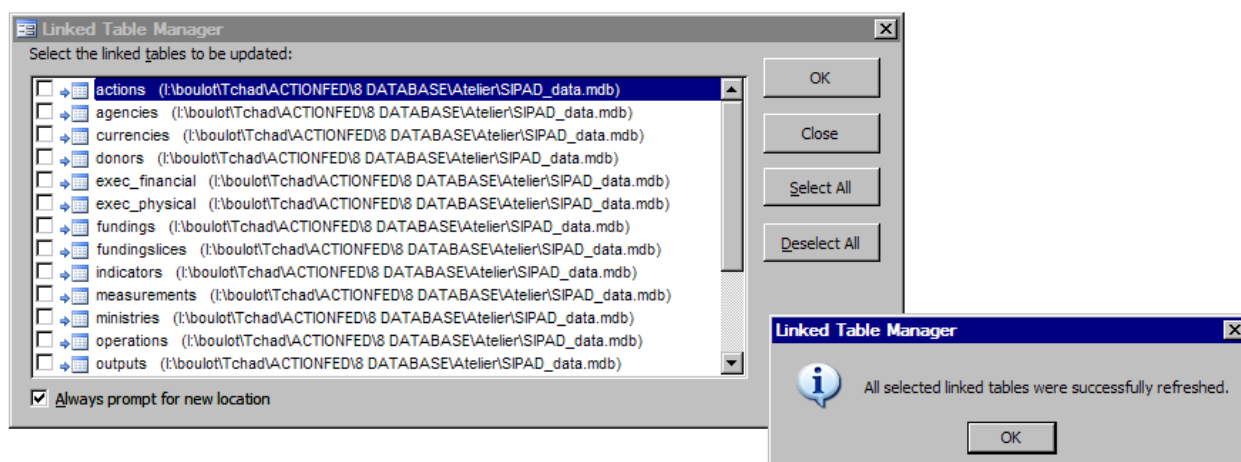


6.2 Articulation du système

La base de données est réalisée au moyen de Microsoft Access version 2003. Pour des raisons d'incompatibilité, la version anglaise du logiciel a été utilisée, car elle est la seule entièrement compatible avec les versions traduites dans d'autres langues.

Les données sont contenues dans la base « SIPAD_be.mdb » ; les différentes interfaces utilisateur sont ou seront nommées « SIPAD_programme_xx.mde » (« xx » étant l'abréviation désignant l'interface).

La liaison entre les interfaces et les données s'effectue au moyen du « Linked Table Manager » (ou « gestionnaire de tables liées ») lorsque l'interface et les données sont localisées dans le même réseau voire sur la même machine, ou par liaison ODBC (« Open DataBase Connectivity ») ou OLE (« Object Linking & Embedding ») dans le cas contraire.



(Voir la [structure](#) de la base de données, page 6 dans une présentation simplifiée, page 42 dans une présentation plus complète).

Il n'est pas indispensable d'installer MSAccess sur tous les postes de travail : la base de données peut être exploitée « empaquetée », c'est-à-dire au moyen d'un logiciel libre de droits destiné uniquement à exécuter une base de données MSAccess préalablement développée. Ce logiciel (« Runtime Access ») est disponible en accompagnement des copies de SIPAD qui seront distribuées aux utilisateurs.

Pour davantage d'information, consulter [ce document](#) , également disponible à l'adresse <http://officesystem.access.free.fr/empaquetage.htm>

6.3 *Annexes techniques*

Les descriptions techniques détaillées des tables, des index, des relations et des requêtes font l'objet de documents séparés (« SIPAD_Tables.pdf », « SIPAD_Relations.pdf » et « SIPAD_Queries.pdf »).

Ces documents très volumineux sont disponibles uniquement sous forme électronique.

Table des fascicules

Fascicule 1.....	3
Fascicule 2.....	9
Fascicule 3.....	21
Fascicule 4.....	41